

Sechste Sitzung – Sixième séance

Montag, 13. März 1995, Nachmittag
Lundi 13 mars 1995, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Frey Claude (R, NE)

Le président: Ce dernier week-end, le peuple et les cantons n'ont pas suivi la politique décidée par le Parlement et par le Conseil fédéral en matière agricole.

Après ces votations, règnent dans le monde paysan l'incertitude, le doute et le sentiment de ne plus être compris. C'est par conséquent le lieu et le moment de rappeler qu'un des éléments de la cohésion de ce pays réside dans le sentiment très fort d'une certaine communauté de destin («eine Schicksalsgemeinschaft») entre l'agriculture et le reste de l'économie, l'industrie en particulier.

Après le vote de ce dernier dimanche, il nous appartient, à nous, Parlement, en particulier, et plus que jamais, de tout mettre en oeuvre pour que soit préservé un des éléments fondamentaux de notre cohésion nationale.

Les temps changent, les adaptations sont indispensables. A nous de créer un contexte favorable à ces changements, à nous de faire prendre conscience de la nécessité de surmonter les divers intérêts particuliers pour retrouver le sens de la solidarité nationale, si malmenée lors de plusieurs échéances capitales ces dernières années. C'est à cette condition que notre pays pourra aborder l'avenir avec confiance et prendre les décisions qui s'imposent pour le bien de la Suisse tout entière.

Au surplus, le peuple et les cantons ont plébiscité le frein aux dépenses. Nous y voyons un signal incontestable de la nécessité d'assainir les finances fédérales par une limitation des dépenses plutôt que par de nouvelles recettes.

C'est dans cet esprit que je vous invite à passer à l'ordre du jour.

Fragestunde

Heure des questions

95.5003

Frage Keller Rudolf
EU-Genrichtlinien abgelehnt. Auswirkungen auf die chemisch-pharmazeutische Industrie im Raume Basel

Question Keller Rudolf
Biotechnologie. Rejet d'une directive de l'UE et impact sur l'industrie chimico-pharmaceutique de la région bâloise

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Das Europaparlament hat relativ liberale Richtlinien zur Patentierung von Genen abgelehnt.

Da die Nordwestschweizer Chemie auf diesem Gebiet arbeitet, frage ich den Bundesrat, wie er diese neue Situation bewertet und ob er abschätzen kann, was dieser Entscheid für Auswirkungen auf die chemisch-pharmazeutische Industrie im Raume Basel hat.

Texte de la question du 13 mars 1995

Le Parlement européen a rejeté un projet de directive relative-ment libérale sur la brevetabilité des inventions biotechnologiques, notamment à partir du génome humain.

Comme l'industrie chimique du Nord-Ouest de la Suisse est active dans ce domaine, je demande au Conseil fédéral quelle est son analyse de cette situation et s'il est en mesure d'évaluer les répercussions que cette décision aura sur l'industrie chimico-pharmaceutique de la région bâloise.

Delamuraz Jean-Pascal, conseiller fédéral: La directive communautaire pour la protection juridique des inventions biotechnologiques est restée à l'état de projet puisque le Parlement européen ne l'a finalement pas retenue, en tout cas pas pour l'instant. Je vous rappelle qu'elle avait pour but l'harmonisation des législations nationales dans le domaine de la protection des inventions biotechnologiques et qu'elle entendait aussi établir un certain nombre de principes en accord avec la Convention européenne sur le brevet (CBE), à laquelle la Suisse et tous les pays de l'Union européenne ont adhéré.

Par le biais d'une harmonisation des législations nationales au sein de l'Union européenne, la nouvelle directive aurait permis d'améliorer la sécurité juridique en Europe pour l'industrie chimique et pour l'industrie pharmaceutique. Il est clair que la Suisse et son industrie font partie de ce programme. L'échec du projet de directive est dès lors un signal défavorable en termes de conditions-cadres pour les investissements dans le domaine de la biotechnologie en Europe. Même si la Convention sur le brevet européen continue d'être applicable – bien sûr, concernant les brevets européens –, les divergences actuelles entre les législations ne seront pas supprimées. L'Europe, et donc la Suisse, à cause de cette division, risque donc de perdre du terrain en tant que lieu de recherche et de production, notamment face à des marchés concurrents qui sont beaucoup plus libéraux, tels par exemple le marché américain ou le marché japonais.

95.5007

Frage Schenk
Kürzung der Flächenbeiträge für Weiden

Question Schenk
Réduction des contributions à la surface pour pâturages

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Der Bundesrat hat in seiner Sitzung vom 15. Februar 1995 beschlossen, die Flächenbeiträge für Weiden nach den Artikeln 31a und 31b Landwirtschaftsgesetz (LWG) für das Jahr 1995 um 50 Prozent zu kürzen. In diesem Zusammenhang bitte ich den Bundesrat, die folgenden zwei Fragen zu beantworten:

1. Weshalb werden diese Flächenbeiträge gekürzt?
2. Ist diese Kürzung nicht ein Widerspruch zur allgemeinen Zielsetzung der offiziellen Agrarpolitik, da bekanntlich in letzter Zeit viele Betriebsleiter beraten wurden, auf eine kontrollierte Freilandhaltung nach Artikel 31b LWG umzustellen?

Texte de la question du 13 mars 1995

Le Conseil fédéral a décidé, le 15 février 1995, de réduire de moitié les contributions à la surface pour pâturages, versées cette année conformément aux articles 31a et 31b de la loi sur l'agriculture. A cet égard, je prie le gouvernement de répondre aux questions suivantes:

1. Pourquoi ces contributions sont-elles réduites?
2. Cette mesure n'est-elle pas en contradiction avec l'objectif général de la politique agricole officielle, étant donné qu'on a recommandé ces derniers temps aux exploitants d'opter pour un élevage en plein air contrôlé, tel qu'il est prévu à l'article 31b de la loi précitée?

Delamuraz Jean-Pascal, conseiller fédéral: Je réponds à la première de vos questions, Monsieur Schenk. L'introduction des paiements directs selon les articles 31a et 31b de la loi sur l'agriculture, dans le contexte de l'augmentation future de ces paiements directs, nous conduit à voir, d'une part, une disproportion entre les montants versés par hectare au titre des paiements directs pour les pâturages permanents – ces pâturages qu'on ne fauche jamais, qui figurent dans le calcul de la surface agricole utile –, les pâturages attenants à la ferme et les autres pâturages, bénéficiant de 620 francs par hectare en zone de montagne I; et, d'autre part, les contributions pour pâturage d'estivage versées au titre de la loi fédérale instituant des contributions à l'exploitation agricole du sol se montent en moyenne à 328 francs à l'hectare dans des conditions difficiles.

La délimitation entre pâturages faisant partie de la surface agricole utile, d'un côté, et les pâturages d'estivage, de l'autre, est souvent difficile à établir dans les faits. Cette situation a conduit certains agriculteurs à déclarer des pâturages d'estivage comme pâturages faisant partie de la surface agricole utile, bénéficiant donc du taux de contribution plus élevé des paiements directs.

Le Conseil fédéral avait deux possibilités pour corriger cela: la première aurait consisté à augmenter le taux des contributions pour pâturage d'estivage, cela n'était pas concevable en raison du crédit-cadre. La deuxième consistait à réduire le taux des contributions versées au titre des paiements directs. C'est la deuxième possibilité qui a été retenue. Elle tient notamment compte du fait que l'exploitation des pâturages exige moins de travail pour l'agriculteur que les composantes de la surface agricole utile.

Voici la réponse à votre deuxième question, Monsieur Schenk. La mesure que vous mettez en lumière n'est pas contraire aux objectifs de la nouvelle politique agricole. Dans le cadre des paiements directs (art. 31b), on a institué une contribution spéciale versée par unité de gros bétail. Ensuite, nous remarquons que ce programme pour la détention contrôlée d'animaux en plein air n'est pas lié à des pâturages permanents.

95.5014

Frage Bugnon**Artgerechte Tiertransporte****Question Bugnon****Transport convenable d'animaux***Wortlaut der Frage vom 13. März 1995*

Am 11. Februar 1995 hat die Télévision suisse romande eine Reportage des Filmemachers Marc Rissi ausgestrahlt. Die Sendung zeigte auf, wie Schweizer Fohlen, die im italienischen Como geschlachtet werden sollen, transportiert werden.

Jedes Tier, und sei es auch für den Schlachthof bestimmt, muss im Einklang mit dem Tierschutzgesetz behandelt werden. Daher ist es unzulässig, dass die Fohlen beim Verlad zusammengedrückt und misshandelt werden und eine so lange Fahrstrecke durchzustehen haben, zumal dies aus rein wirtschaftlichen Überlegungen geschieht. Vielmehr wäre es möglich und sinnvoll, die Fohlen in ihrem Ursprungsland zu schlachten.

1. Ist der Bundesrat bereit, unverzüglich Massnahmen zu ergreifen, die einen artgerechten Transport für Schlachtvieh garantieren, und dabei ein besonderes Augenmerk auf den Ein- und Auslad der Tiere zu richten?
2. Ist der Bundesrat bereit, darauf hinzuwirken, dass in der Schweiz aufgezogenes Schlachtvieh in schweizerischen Schlachthöfen geschlachtet wird, so dass die Transportwege weniger lang sind?

Texte de la question du 13 mars 1995

En diffusant un reportage du cinéaste Marc Rissi, la Télévision suisse romande a dévoilé, le samedi 11 février 1995, la réalité du transport des poulains suisses destinés à être abattus à Côme en Italie.

Partant du principe que tout animal vivant, même destiné à l'abattoir, doit être traité selon le respect de la loi fédérale sur la protection des animaux, il est inadmissible que ces poulains soient entassés et brutalisés lors de leur chargement et qu'ils aient à subir des longs trajets dans un but purement commercial, alors qu'ils pourraient être abattus dans leur pays d'origine.

1. Le Conseil fédéral accepte-t-il de prendre immédiatement des mesures garantissant un transport convenable aux animaux destinés à la boucherie, principalement au moment du chargement et du déchargement de ces animaux?

2. Le Conseil fédéral accepte-t-il d'intervenir afin que les animaux élevés en Suisse pour la boucherie soient dirigés sur des abattoirs suisses, privilégiant ainsi des transports plus courts?

95.5030

Frage Weder Hansjürg**Tiertransporte durch Tierschlinder****Question Weder Hansjürg****Transport d'animaux de boucherie***Wortlaut der Frage vom 13. März 1995*

Kürzlich begleitete das Schweizer Fernsehen einen Transport von Fohlen aus dem Schweizer Mittelland in ein italienisches Schlachthaus in der Nähe von Chiasso. Die den Tieren zugefügten Leiden durch qualvolle Enge, durch körperlichen Stress und Durst und vor allem durch brutalste Misshandlungen beim Be- und Entladen schafften dringend Handlungsbedarf.

Ich frage den Bundesrat:

1. Wie gedenkt er die brutale Misshandlung der Tiere durch Tierschlinder zu unterbinden?
2. Teilt er die Auffassung der Tierfreunde, dass alle Schlachtiertransporte vom Erzeuger zu dem am nächsten liegenden Schlachthof erfolgen sollten?

Texte de la question du 13 mars 1995

Récemment, la télévision suisse a accompagné un transport de poulains du Plateau suisse jusqu'à un abattoir italien des environs de Chiasso. Les souffrances endurées par ces animaux, cruellement entassés, harassés par le stress et par la soif, et surtout malmenés lors du chargement et du déchargement, éveillent le besoin d'agir sans attendre.

1. Que compte faire le Conseil fédéral pour interdire les mauvais traitements infligés aux animaux pendant leur transport?
2. Pense-t-il que les animaux de boucherie devraient toujours être menés à l'abattoir le plus proche de l'éleveur, comme le demandent les amis des bêtes?

Delamuraz Jean-Pascal, conseiller fédéral: Je réponds en deux points.

1. La loi fédérale sur la protection des animaux stipule que les animaux doivent être transportés dans des conditions qui leur épargnent maux et dommages. Cette disposition est à la base de l'ordonnance sur la protection des animaux. L'exécution de ces dispositions incombe aux cantons. Lorsque les prescriptions sont respectées, il n'y a pas lieu de contester les transports d'animaux, même sur des trajets relativement longs. Il incombe aussi aux autorités cantonales de veiller à ce que les prescriptions soient respectées lors du chargement de ces animaux.

En 1994, les éleveurs suisses ont exporté quelque 13 000 bovins, vers l'Italie pour la plupart, sans que l'on ait eu à déplorer des problèmes de protection des animaux. La même année, ce sont 322 chevaux de boucherie qui ont été exportés vers l'Italie: mêmes prescriptions, et, nous pouvons le dire, même état de respect des dispositions, qui n'ont rien à voir avec les images atroces que la télévision a pu nous révéler sur des chargements d'animaux à travers l'Europe.

2. Le deuxième point de ma considération à l'intention de Mme Bugnon et de M. Weder Hansjürg consistera à constater que chaque éleveur est libre de transporter ses animaux dans l'abattoir de son choix, à la condition que cet abattoir respecte les dispositions de l'ordonnance sur la protection des animaux et que lui-même, en matière de transport, respecte ces conditions. Nous n'avons actuellement aucune base légale qui permette de prescrire que les animaux élevés en Suisse soient obligatoirement dirigés vers des abattoirs suisses, non plus que vers l'abattoir le plus proche. L'instauration d'une telle disposition reviendrait à prendre une mesure de structure et je crois qu'elle constituerait une infraction à la liberté du commerce reconnue par la constitution.

Le Conseil fédéral s'est par ailleurs déclaré prêt à accepter le postulat Onken du 26 janvier 1995, qui demande une amélioration des conditions dans lesquelles s'effectuent les transports d'animaux par le biais d'une formation spécialisée des transporteurs d'animaux.

Je pense donc, Madame Bugnon et Monsieur Weder, que c'est davantage dans cette direction que nous pourrions trouver la solution au problème que vous posez, plutôt que par la désignation d'office d'un nombre limité d'abattoirs vers lesquels on devrait se rendre lorsqu'on est un producteur suisse.

Weder Hansjürg (U, BS): Herr Bundesrat, Sie haben gesagt, dass wir gegen die Handels- und Gewerbefreiheit verstossen würden, falls wir eine Vorschrift machen würden. Ich meine jedoch, es gehe hier um ein Abwägen, wann wir dagegen verstossen und wann nicht. Wenn wir die Tiere als Lebewesen misshandeln, machen wir uns aufgrund des Tierschutzgesetzes strafbar.

Ich bin der Auffassung, wir sollten zwischen Lebewesen und Material differenzieren. Solange aber die Tiere nicht getötet sind, sind sie Lebewesen. Erst wenn sie tot sind, ist es Material. So oder so haben wir also eine Sonderverordnung zu schaffen. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie künftig Ihre Disposition aus dieser Differenzierung ableiten würden.

Delamuraz Jean-Pascal, conseiller fédéral: L'intervention de M. Weder Hansjürg me conduit à faire encore cette précision. Nous sommes totalement d'accord quant à la téléologie de l'exercice. Ce que nous voulons, nous suggérons de le faire par d'autres moyens. C'est la raison pour laquelle j'ai opposé à la solution, que j'allais appeler dirigiste, ce régime de la liberté du commerce tel qu'il est reconnu dans la constitution. Mais sachez bien, Monsieur Weder, que c'est par un autre moyen que celui-là, un moyen qui, lui, ne contrevient pas à ces dispositions et qui donne à la vie, et à la vie des animaux, toute sa dignité, tout son respect, toute sa signification, que je souhaite arriver. Nous sommes, encore une fois, par rapport à d'autres Etats, très près du but, sinon au but même.

La réponse positive que le Conseil fédéral a faite au postulat Onken, conseiller aux Etats, me paraît ajouter encore un élément de renforcement, en sorte que ce n'est pas un dialogue de sourds que nous avons vous et moi – sauf que j'entends de l'oreille droite et vous de l'oreille gauche, à ce que je vois –, mais en réalité nous voulons exactement la même sécurité, la même protection, permettez-moi d'utiliser le mot: la même dignité.

95.5024

Frage Hubacher
Hoher Frankenkurs. Werkplatz Schweiz
Question Hubacher
Hausse du franc et emplois en Suisse

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Der Export hat 1994 floriert. Das täuscht nicht darüber hinweg, dass kleinere und mittlere Unternehmen, die zur Hauptsache in der Schweiz produzieren, durch den Höhenflug des Schweizerfrankens in finanzielle Atemnot geraten. Trotz Exportzunahmen hat die Zahl der Arbeitsplätze auf dem Werkplatz Schweiz in den letzten Jahren abgenommen. Nun schlägt die SMH als grösster Uhrenproduzent Alarm.

Ich frage den Bundesrat:

1. Beunruhigt ihn der laufende Arbeitsplatzverlust auf dem Werkplatz Schweiz nicht auch?
2. Sind der hohe Frankenkurs und die Geldpolitik der Nationalbank an diesem Verlust nicht mitverantwortlich?
3. Ist der Bundesrat bereit, ein paar exzellente Persönlichkeiten aus Wirtschaft, Wissenschaft, Politik und Nationalbank zu beauftragen, nach sinnvollen Massnahmen zu suchen bzw. solches mindestens zu versuchen?

Texte de la question du 13 mars 1995

Les exportations florissantes de 1994 ne peuvent cacher le fait que les petites et moyennes entreprises, qui produisent essentiellement dans notre pays, s'essouffent à cause de la hausse du franc suisse. Malgré l'accroissement des exportations, le nombre d'emplois a diminué ces dernières années sur le marché suisse. C'est aujourd'hui le plus grand producteur horloger, la SMH, qui sonne l'alarme.

1. Le Conseil fédéral n'est-il pas préoccupé par cette réduction inexorable du nombre d'emplois dans notre pays?
2. Le cours élevé du franc et la politique monétaire de la Banque nationale ne sont-ils pas pour quelque chose dans cette évolution?
3. Le Conseil fédéral est-il disposé à charger une équipe d'experts des milieux économiques, scientifiques et politiques et de la Banque nationale de rechercher des solutions ou du moins de tenter de le faire?

95.5037

Frage Duvoisin
Starker Schweizerfranken und Exporte
Question Duvoisin
Franc suisse et exportations

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Der zaghafte wirtschaftliche Aufschwung, der sich zurzeit abzeichnet, ist in erster Linie auf eine Zunahme unserer Exporte zurückzuführen.

Der starke Kurseinbruch zahlreicher Währungen von Importländern gefährdet jedoch künstlich unsere Konkurrenzfähigkeit auf diesen Märkten.

Beabsichtigt der Bundesrat, Massnahmen zu ergreifen, um die Exportmöglichkeiten unserer Unternehmungen, namentlich der kleinen und mittleren Betriebe, zu schützen?

Wenn ja, welche und bis wann?

Texte de la question du 13 mars 1995

La timide reprise actuelle est principalement le fait d'un regain de nos exportations.

La chute brutale de nombreuses monnaies de pays importateurs compromet artificiellement notre capacité de concurrence sur ces marchés.

Le Conseil fédéral a-t-il l'intention de prendre des mesures destinées à sauvegarder les capacités d'exportation de nos entreprises, plus particulièrement de nos petites et moyennes entreprises?

Si oui, lesquelles et à quel terme?

Delamuraz Jean-Pascal, conseiller fédéral: Tout d'abord, une remarque formelle à l'intention de MM. Hubacher et Duvoisin. J'aimerais dire que c'est évidemment une immense question d'actualité. Le cadre de l'heure des questions ne permet pas de lui donner tous les développements et toutes les considérations qu'elle mérite. Sachez que, dans le cadre du débat que le Conseil des Etats a eu la semaine dernière sur la question du rapport du Conseil fédéral sur la politique économique extérieure, ce thème a été largement développé. Votre Conseil a inscrit cet objet à son ordre du jour de la troisième semaine. C'est dire que le débat nécessairement bref d'aujourd'hui pourra avoir lieu d'une manière un peu plus complète dans le cadre de la discussion du rapport sur la politique économique extérieure, la semaine prochaine.

Ensuite, j'aimerais dire que ce problème très complexe, très général a évidemment un aspect économique – c'est celui dont je suis plus particulièrement responsable –, mais aussi, bien sûr, un aspect strictement monétaire et financier qui relève de la responsabilité du Département fédéral des finances. Si nous nous sommes décidés à attribuer ces deux questions à mon département, c'est pour simplifier les procédures et pouvoir reprendre en connaissance de cause, avec vous, le débat la semaine prochaine.

Ce que je voudrais dire au surplus, c'est que le Conseil fédéral, en plénum, a discuté à plusieurs reprises ce problème et que j'ai présidé, la semaine dernière, la Délégation du Conseil fédéral de politique économique générale, qui comprend deux de mes collègues dont le ministre des finances, et qui a rencontré le directoire de la Banque nationale suisse, en particulier son président, pour refaire d'une manière plus approfondie le point sur la question.

Ma réponse se divisera en trois chapitres.

1. Les modifications violentes des cours de change liés à la faiblesse du dollar résultent sans doute, Messieurs Hubacher et Duvoisin, de la fragilité qui caractérise la situation financière et monétaire internationale aujourd'hui. La fermeté du franc suisse est due à cette faiblesse pour l'essentiel, car elle déclenche une fuite vers des valeurs monétaires suisses, en particulier vers le franc suisse. Nous ne sommes pas seuls, le mark allemand et le yen japonais se portent très bien, eux aussi.

A cela s'ajoute le fait que notre pays présente un très fort excédent de son bilan commercial. Ce phénomène participe, lui aussi, à un renforcement constant de notre monnaie, parce que la confiance envers la Suisse est au rendez-vous; c'est donc la conséquence d'une confiance qui est portée à notre économie. C'est un élément positif incontestable, et cela signifie aussi des effets positifs à l'intérieur du pays, s'agissant du prix des produits importés et de la stabilité des taux d'intérêts qu'elle induit. Nos efforts constants pour maîtriser l'inflation trouvent également ici une réponse positive.

2. Mais il est clair que la hausse du franc suisse a un impact sur nos exportations. Les entreprises suisses d'exportation, qui, en comparaison internationale, doivent une grande part de leur succès aux augmentations de productivité de nos propres industries, vont sans doute, dans les mois qui viennent, continuer de se développer en volume et en valeur, mais au prix de marges qui s'amenuisent singulièrement. Et il s'agira, pour cette industrie exportatrice de notre pays, de limer encore les coûts pour que ceux-ci ne deviennent pas prohibitifs par rapport à ceux de nos concurrents. Nous savons ce qu'il peut en coûter au marché suisse du travail.

Je tire la conclusion qu'il faut d'abord admettre que la solution durable à ce problème des disparités de change ne passe pas par les interventions de la Banque nationale seule, ni même accompagnée de toutes les banques d'émission de l'Europe

réunie. Nous faisons tout pour stimuler et favoriser une renaissance de notre marché intérieur et c'est là, Messieurs les intervenants, que doit se situer le principal de nos efforts. Car une concurrence plus vigoureuse, plus efficace sur le marché intérieur permettra à la fois de rendre la Suisse plus attrayante, du point de vue des coûts, pour l'économie d'exportation, et, dans le même élan, de rendre notre croissance économique moins dépendante de nos exportations et induite davantage par notre propre marché intérieur. Vous connaissez les projets de loi que le Conseil fédéral vous a déjà transmis: cartel, marché intérieur, suppression des entraves techniques au commerce. Vous connaissez aussi les efforts accrus que sont les nôtres dans les domaines de la recherche, de la technologie, de la formation, dans le cas de la Cers, du CIM, de Microswiss, du projet de hautes écoles spécialisées. Voilà, en particulier pour les petites et moyennes entreprises, un créneau où nous pouvons agir, indirectement, mais précisément, pour aller de l'avant.

3. Je constate qu'il est illusoire de croire que la Suisse peut, à elle seule, apporter un remède aux turbulences monétaires – que vous constatez et que tout le monde constate –, turbulences qui ont pour origine le déséquilibre des plus grandes puissances au niveau de la planète. Nous pouvons néanmoins tenter – par au moins des effets psychologiques – de modérer cet engouement pour la monnaie suisse qui finit indirectement par nous coûter cher.

J'aimerais vous dire que l'idée de la parité-or refait toujours surface quand on est exposé à de telles situations, mais nous savons que l'idée est sans véritable avenir. Les autres mécanismes régulateurs ne sont pas non plus des vues très réalistes. Seule une monnaie unique, forte, dans l'Union européenne pourrait représenter un facteur stabilisateur dans un environnement monétaire global, dominé par le dollar. Hélas, nous n'en sommes pas là non plus, puisqu'à l'intérieur de l'Union européenne, la force du mark allemand, la faiblesse du franc français et de la lire italienne ne sont pas des conditions favorables à notre marché monétaire.

Hubacher Helmut (S, BS): Danke für die Beantwortung, aber ich bin nicht sehr zufrieden, Herr Bundesrat Delamuraz. Sie haben es angetönt – und ich hoffe es auch –, dass wir nächste Woche, wenn der Bericht über die Aussenhandelspolitik diskutiert wird, etwas vertiefter in die Problematik einsteigen können.

Ich erinnere mich: 1978/79 hatten wir die genau gleiche Diskussion darüber, was uns der Werkplatz Schweiz noch wert ist. Damals gab es in der Direktion der Schweizerischen Nationalbank einen Fritz Leutwiler, der eine ganz andere Politik betrieb als heute ein Markus Lusser, der einfach sagt: Wir bleiben auf dem Kurs «Stabilität, Kampf gegen die Teuerung, coûte que coûte» – den Zusatz sagt er nicht, aber man kann ihn sich fast hinzudenken –, auch wenn es die Exportindustrie und die Arbeitsplätze zu sehr trifft.

Allein über dieses Wochenende sind in verschiedenen Publikationen Fragen aufgetaucht; ich erwähne nur jene in «Cash»: «Wird die Schweiz eine Art Holding, eine Unternehmensgesellschaft, die im Ausland produzieren lässt, statt selbst zu fertigen, eine 'Wirtschaft', die bloss noch Fäden spinnt?» «Cash» zieht sinngemäss die Schlussfolgerung: «Es könnte mit dem Werkplatz Schweiz zu Ende gehen, und wir bleiben dann nur noch eine Banken- und Dienstleistungsgesellschaft, ein Treuhandbüro Europa.»

Meine Zusatzfrage: Der harte Schweizerfranken ist ja nicht einfach nur unser Verdienst, sondern ist zum Teil auch dadurch verursacht, dass wir in einer Welt des Spielkasino-Kapitalismus leben, die Spekulation derart überbordnet und Gelder in die Schweiz hineinschwemmt; allein von den Off-shore-Geldern kommen 40 Prozent in die Schweiz. Gibt es da nicht Handlungsbedarf, sich gegen diese Überspekulation abzusichern, und besteht nicht die Gefahr, dass der Werkplatz Schweiz so nicht überleben kann?

Herr Bundesrat, Sie haben gesagt, Sie wollten die Binnenkonjunktur ankurbeln. Wenn wir aber mit diesem harten Schweizerfranken die Produktivitätsfortschritte in der Exportindustrie verschenken müssen, einfach verschenken müssen, dann ist

natürlich der Wunsch, die Binnenkonjunktur anzukurbeln, mehr oder weniger nur ein frommer Wunsch. Ich vermisse also konkrete Massnahmen – es ist schwer, ich gebe es zu – und frage Sie – die Frage 3 haben Sie mir nicht beantwortet –: Wäre es nicht gut, wenn man die guten, die besten Köpfe des Landes zusammennehmen würde, um zu überlegen, was da zu tun ist, damit unsere Exportindustrie und der Tourismus nicht einfach kaputtgehen?

Delamuraz Jean-Pascal, conseiller fédéral: La réponse sera peut-être un peu plus courte que la question.

Si l'on regroupait «die besten Köpfe der Schweiz», Monsieur Hubacher, nous serions en tout cas deux. J'aimerais vous dire que la réflexion doit être générale.

Pour ce qui le concerne, le Conseil fédéral vous répond, Monsieur Hubacher, sur deux points. Le Conseil fédéral, tout d'abord, est de l'avis que la vue d'une Suisse, admirable place financière, mais qui abdiquerait son rôle de place industrielle, de place de production dans tous les secteurs, est une vue aberrante. Nous ne pouvons pas imaginer que notre génie se réduise à vouloir faire de la Suisse une gigantesque fiduciaire mondiale et européenne, et que les forces de la production, de la création, de l'imagination technique, du savoir-faire de nos travailleurs du secteur industriel et du secteur artisanal soient laissées de côté parce que trop coûteuses à l'avenir; il en va du génie du pays.

Je partage l'opinion parfois indignée que l'on peut avoir sur cette vue absolument résignée et suicidaire de l'avenir de la Suisse. La Suisse, ce n'est pas qu'une place financière pour l'éternité, c'est une place de création industrielle, de création artisanale, c'est une place de travail aussi, et c'est dans cette perspective que nous devons être très attentifs à ce que nous avons à faire.

Mais j'aimerais, et c'est mon deuxième point – vous vous êtes référé à l'histoire de la fin des années septante –, vous rappeler aussi que la Banque nationale suisse a commis des erreurs, dans la surcréation monétaire peu après. Ces erreurs, nous les avons payées cher, le pays tout entier, son économie, quelques années plus tard, puisqu'il s'en est suivi, comme vous le savez, une flambée d'inflation qui, pour notre pays, a atteint des taux tout à fait inconnus jusqu'alors, de 6 à 6,5 pour cent. Vous vous rappelez aussi quel tort ce retour de l'inflation a joué contre la place économique suisse et contre nos propres intérêts intérieurs.

Nous devons, c'est vrai, aussi éviter le retour de semblables moments. Un appel à la création supplémentaire de monnaie et au desserrement de l'étai de la Banque nationale suisse est sans doute possible, mais il ne faut pas s'illusionner si l'on va un tout petit peu trop loin – et on est vite un tout petit peu trop loin. C'est une situation immédiate que l'on corrige dans le bon sens, mais très momentanément, et c'est du potentiel d'inflation ultérieure, dans une ou deux années, que nous préparons. Ce ne serait pas non plus pour cette autre raison, favorable aux intérêts de la place financière suisse. C'est pourquoi le jeu est extrêmement délicat et que je ne veux pas jeter la pierre, ici, à la Banque nationale, qui reste particulièrement circonspecte après les expériences négatives qu'elle a bel et bien engendrées il y a moins de dix ans.

Le président: Je vous informe que notre collègue Armin Kern fête aujourd'hui son anniversaire. Nous lui souhaitons un heureux anniversaire. (*Applaudissements*)

95.5008

Frage Bircher Peter
Seetalbahn

Question Bircher Peter
Ligne du Seetal

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Auf Ende Jahr 1994 waren Entscheide versprochen. Welches ist jetzt der genaue Stand des ganzen Sanierungsvorhabens, insbesondere auch für den Aargauer Teil?

Texte de la question du 13 mars 1995

Des décisions avaient été promises pour fin 1994. Où en est exactement le projet d'assainissement dans son ensemble, notamment en ce qui concerne la partie argovienne?

Ogi Adolf, Bundesrat: Der Luzerner Teilabschnitt der Seetalbahn von Emmenbrücke nach Waldibrücke ist im Bau. Mit Bezug auf das zukünftige Betriebskonzept vorab im Aargauer Teil und die damit zusammenhängenden Investitionen sind primär seitens des Kantons Aargau Ende 1994 erneut offene Fragen geltend gemacht worden, was zu einer Verzögerung führt. Im Vordergrund der laufenden Diskussion steht eine zwar durchgehende, aber stark rationalisierte Bahn.

95.5009

Frage Bircher Peter
Abhörsicherheit des Natel D

Question Bircher Peter
Sécurité du Natel D
en matière d'écoutes téléphoniques

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Die Abhörsicherheit des Natel D macht offenbar den Behörden Kopfzerbrechen. Ist es zutreffend, dass sich diese modernen, digitalen Telefonsysteme kaum überwachen lassen und damit ein bevorzugtes Informationssystem für Kriminelle und Drogenhändler sind?

Texte de la question du 13 mars 1995

La sécurité du Natel D en matière d'écoutes téléphoniques pose apparemment de sérieux problèmes aux autorités. Est-il vrai que ces nouveaux systèmes téléphoniques numériques sont pour ainsi dire impossibles à surveiller, raison pour laquelle ils servent de système d'information privilégié aux criminels et aux trafiquants de drogue?

Ogi Adolf, Bundesrat: Der Bundesrat bittet um Verständnis dafür, dass er nicht öffentlich darüber orientieren will, was bei der Telekommunikation an Abhörmöglichkeiten vorhanden ist. Was die Überwachungsaufgaben gemäss Artikel 16 des Fernmeldegesetzes betrifft, so sind die PTT mit den eidgenössischen und kantonalen Strafverfolgungsorganen über eine gemeinsame Arbeitsgruppe in Kontakt. Sie passen im Rahmen der technischen Möglichkeiten die Abhörtechniken den Bedürfnissen der zuständigen Untersuchungsorgane laufend an, so auch im Bereich des Systems Natel D.

95.5013

Frage Bezzola
Zukunft Telefonrundspruch

Question Bezzola
Avenir de la télédiffusion

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Mit dem Beschluss, den schweizerischen Telefonrundspruch per Ende 1997 abzuschalten, schwächt der Bundesrat die Medienszene in den Rand- und Berggebieten unseres Landes. Die Kantone Wallis, Graubünden und Tessin sowie das Berner Oberland weisen heute noch zwischen 15 und 25 Prozent der Empfangsbewilligungen für Radioempfang über Telefonrundspruch auf. Leidtragende des Entscheides einer Abschaltung dieses Angebotes sind einmal mehr die Bevölkerungskreise ohne Anschluss an Medienkabel mit Grossangeboten an Radio- und TV-Programmpaletten.

1. Hat der Bundesrat konkrete Vorstellungen über einen Telefonrundspruch-Ersatz in Randgebieten, damit das mediale Ungleichgewicht zwischen Landregionen und Agglomerationen nicht weiter verstärkt wird? Wie und in welcher Form wird der Telefonrundspruch ersetzt?

2. Verfügt die Telecom PTT als derzeitige Betreiberin des Telefonrundspruchs über technische Ersatzlösungen, welche bis Ende 1997 für den Ersatz des Telefonrundspruch-Empfanges ausgereift sein werden?

Texte de la question du 13 mars 1995

Par sa décision de supprimer la télédiffusion à la fin de 1997, le Conseil fédéral réduit les moyens d'information dont disposent les régions marginales et celles de montagne de notre pays. Dans les cantons du Valais, des Grisons et du Tessin, ainsi que dans l'Oberland bernois, la proportion des concessions pour la télédiffusion se situe encore entre 15 et 25 pour cent. Les victimes de la décision gouvernementale sont une fois de plus les couches de la population qui ne disposent pas d'appareils branchés sur des réseaux de câbles leur permettant de recevoir une grande variété de programmes télévisés ou radiodiffusés.

1. Le Conseil fédéral a-t-il des projets précis prévoyant le remplacement de la télédiffusion par d'autres moyens dans les régions marginales du pays, afin d'éviter que le déséquilibre qui existe sur le plan des médias entre les zones rurales et les agglomérations ne s'accroisse encore? Si oui, sous quelle forme?

2. Télécom PTT, qui exploite actuellement la télédiffusion, dispose-t-elle de techniques qui seront suffisamment développées d'ici à la fin de 1997 pour remplacer ce moyen de communication?

Ogi Adolf, Bundesrat: Der Bundesrat hat den Entscheid betreffend Telefonrundspruch noch nicht gefällt. Das wird voraussichtlich diesen Frühling geschehen. Er wird dabei die Anliegen der Radiohörer in Berg- und Randgebieten ernst nehmen. Es stimmt aber, dass der Telefonrundspruch abgelöst werden muss, weil er technisch veraltet ist. Alternativen gibt es, Herr Bezzola, auch wenn diese zu Beginn tatsächlich nicht alle Bedürfnisse abdecken. Ein Einsatzgebiet betrifft den Ausbau des Sprachenaustausches in allen Regionen der Schweiz, d. h. Leistungen, die bisher der Telefonrundspruch erbracht hat, wie z. B. der Empfang des welschen Radios in der deutschen Schweiz, werden vermehrt über UKW angeboten werden. Die zweite Alternative zum Telefonrundspruch liegt im Kabelempfang und in der Verbreitung von Satellitenempfangsanlagen, deren Ausbau auch in Berg- und Randgebieten rasch vorangeht.

Die Antwort auf Ihre zweite Frage, Herr Bezzola: Neben diesen erwähnten Verbindungsmöglichkeiten arbeiten die PTT zusammen mit dem Eidgenössischen Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement intensiv an der Entwicklung des digi-

talenen Radios, des sogenannten DAP. Diese Technologie der Zukunft wird in fünf bis zehn Jahren die meisten Verbreitungsprobleme lösen. Ein diesbezügliches Pilotprojekt ist bereits für dieses Jahr geplant, und zwar nicht in einer Stadt, sondern im Berner Oberland, also in einem Berggebiet.

95.5028

Frage Wittenwiler
Fernsehen S 4

Question Wittenwiler
Chaîne de télévision S 4

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Mit grossem Werbeaufwand wurde S 4 in Betrieb genommen. Fernseh abonntenen, die in ländlichen, hügeligen Gegenden (z. B. Toggenburg) wohnen und nicht an ein Kabelnetz angeschlossen sind, können nach dem Wegfall der Programme 2 und 3 nicht einmal mehr die Übertragungen der beliebten Ski-Weltcuprennen verfolgen.

Was gedenkt der Bundesrat zu unternehmen, um dem gesetzlichen Versorgungsauftrag (Art. 3 Abs. 3 RTVG) Genüge zu leisten?

Texte de la question du 13 mars 1995

La chaîne S 4 vient d'être lancée à grand renfort de publicité. Après la suppression des programmes 2 et 3, les téléspectateurs qui habitent des régions rurales et vallonnées (par exemple le Toggenburg) et qui ne disposent pas d'un raccordement au réseau câblé ne pourront même plus suivre les retransmissions – pourtant si populaires – des descentes à ski pour la coupe du monde.

Que compte entreprendre le Conseil fédéral pour que le mandat légal concernant la desserte des différentes régions du pays (art. 3 al. 3 LRTV) soit rempli?

Ogi Adolf, Bundesrat: Der Bundesrat versteht die Anliegen derjenigen Leute, die Schweiz 4 noch nicht empfangen. Immerhin können 93 Prozent der Fernsehhaushalte das neue Programm der SRG empfangen. Dies ist beachtlich. Seit anderthalb Jahren ist der vierte Fernsehkanal kontinuierlich um 20 Prozent ausgebaut worden.

Seit dem 1. März 1995 ist die Sportkette in Schweiz 4 integriert. Dies entspricht den medienpolitischen Vorgaben des Bundesrates. Damit entfallen die von vielen Zuschauerinnen und Zuschauern bemängelten Unterbrechungen der anderssprachigen Fernsehprogramme der SRG. Die nationale Verbreitung der SRG-Programme soll das Verständnis zwischen den Sprachregionen fördern. Dies ist ein wichtiger Aspekt des Leistungsauftrages.

Eine volle Versorgung mit Schweiz 4 werden wir 1996 haben, wenn die SRG-Programme auch via Satellit verbreitet werden. Bis dann wird aber alles unternommen, um die Versorgungslücken noch zu schliessen. So steht das EVED in Verhandlungen mit Deutschland, um Frequenzen für Schweiz 4 zu erhalten, die in Deutschland noch für die militärische Nutzung reserviert sind. Auch die Telecom PTT unternimmt alles, um das Verbreitungskonzept von Schweiz 4 zu verbessern.

Die SRG hat im übrigen versichert, dass wichtige Sportereignisse wie die Lauberhorn-Skiabfahrt oder wichtige Fussballspiele für die EM-Qualifikation nach wie vor auf den drei ersten Kanälen übertragen werden.

95.5000

Frage Kern
Gefährdung der schweizerischen
Uno-Beobachter in Korea

Question Kern
Mise en danger
des observateurs suisses en Corée

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Nordkorea hat am 28. Februar 1995 die Uno-Beobachter aus Polen gezwungen, den Stützpunkt im nordkoreanischen Teil der entmilitarisierten Zone zu verlassen. Bereits 1993 wurde die tschechische und slowakische Überwachungskommission ausgewiesen. Die Waffenstillstandsvereinbarungen werden auf südkoreanischer Seite von schweizerischen und schwedischen Beobachtern überwacht.

1. Hat das Überwachungskomitee in dieser nun einseitigen Zusammensetzung noch einen Sinn?
2. Besteht für die schweizerischen und schwedischen Beobachter nicht die Gefahr, Südkorea unter Druck plötzlich verlassen zu müssen?
3. Sollte nicht unter diesen Umständen im Einverständnis mit der Uno ein Rückzug der schweizerischen Delegation angeordnet werden?

Texte de la question du 13 mars 1995

Le 28 février 1995, la Corée du Nord a obligé les observateurs polonais de l'ONU à quitter leur base dans la partie nord-coréenne de la zone démilitarisée. L'expulsion de la commission de surveillance tchécoslovaque remonte à 1993. Les accords d'armistice sont contrôlés du côté sud-coréen par des observateurs suisses et suédois.

1. Un comité de surveillance, désormais unilatéral, a-t-il encore un sens?
2. Les observateurs suisses et suédois ne risquent-ils pas d'être brusquement contraints de quitter la Corée du Sud?
3. Etant donné les circonstances, la délégation suisse ne devrait-elle pas se retirer, avec l'accord de l'ONU?

Cotti Flavio, Bundesrat: Herr Kern, ich beantworte die drei Fragen nacheinander.

Zur Frage 1: Nordkorea behindert schon seit einigen Jahren den auf dem Waffenstillstandsabkommen für Korea von 1953 basierenden Überwachungsmechanismus. Nordkorea zog sich 1993 aus der Waffenstillstandskommission zurück und legte diese damit faktisch lahm. Die neutrale Überwachungskommission, der die Schweiz seit 1953 angehört, hängt in ihrer Tätigkeit weitgehend von der Waffenstillstandskommission ab und ist deshalb bereits seit längerem handicapiert. Der erzwungene Weggang der polnischen Delegation vergrößert diese Schwierigkeiten noch. Die Aufrechterhaltung der Präsenz der Neutralen am 38. nördlichen Breitengrad ist dennoch weiterhin sinnvoll, da sie als ständig zugänglicher Kontaktkanal zwischen den Konfliktparteien nach wie vor eine wichtige Funktion ausüben.

Zur Frage 2: Es ist nicht zu erwarten, dass Südkorea, welches im übrigen nicht Vertragspartei des Waffenstillstandsabkommens ist, in Nachahmung des nordkoreanischen Verhaltens die schwedische und die schweizerische Delegation wegweist. Zur Frage 3: Aufgrund der Ausführungen zur Frage 1 scheint es immer noch richtig, die schweizerische Delegation in Panmunjom vorderhand aufrechtzuerhalten. Im übrigen können eine Abwesenheit der ehemaligen tschechoslowakischen und ein Abzug der polnischen Delegation die rechtlichen Aspekte nicht präjudizieren. Nach unserer Auffassung gehören der NNSC rechtlich gesehen immer noch die vier vom Waffenstillstandsabkommen definierten Länder an. Diese Haltung wird übrigens auch von Schweden geteilt, was nicht bedeuten soll, Herr Kern, dass man sie nicht immer wieder aufgrund der Entwicklung der Lage überprüft.

Kern Armin (A, ZH): Herr Bundesrat, glauben Sie, dass die Tschechen, Slowaken und Polen wieder zurückkämen, wenn die Uno entsprechende Massnahmen ergreifen würde? Kann man Nordkorea unter Druck setzen, damit diese Delegationen wieder zurückkehren können, oder haben wir keine Chance?

Cotti Flavio, Bundesrat: Druck wird nicht nur von der Uno, sondern auch von anderen Ländern gemacht, aber dessen Wirkung kann ich mit dem besten Willen nicht voraussehen.

95.5006

Frage Reimann Maximilian
Beitrag der Schweiz
zur Erhaltung der Altstadt von Sanaa

Question Reimann Maximilian
Contribution de la Suisse en faveur
de la conservation de la vieille ville de Sanaa

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Dieses internationale Kulturförderungsprojekt im Jemen wird mit schweizerischen Steuermitteln in Höhe von 700 000 Franken mitunterstützt. Von diesem Betrag sollen jedoch nur bescheidene 6 Prozent direkt dem lokalen Handwerk vor Ort zugeflossen sein.

Ich bitte den Bundesrat um Auskunft, ob diese Zahlen stimmen und wie sich der Hauptbrocken (von notabene rund 94 Prozent) kostenmässig verteilt.

Texte de la question du 13 mars 1995

La Suisse soutient financièrement un projet multinational de conservation de la vieille ville yéménite de Sanaa, pour un montant de 700 000 francs provenant des recettes fiscales. Il semblerait cependant que les artisans locaux n'aient profité directement de cette somme qu'à raison de 6 malheureux pour cent.

Je demande donc au Conseil fédéral si ces chiffres sont exacts et comment le gros de la somme (soit quelque 94 pour cent) est réparti.

Cotti Flavio, Bundesrat: 1989 gewährte der Bundesrat 1,5 Millionen Franken für das Schweizer Projekt in Sanaa. Die Trägerschaft vertraute er der Stiftung Pro Helvetia an und die Projektleitung dem Stadtarchäologen von Zürich, Dr. Jürg Schneider.

Der Anteil lokaler Löhne beträgt tatsächlich 6 Prozent des Gesamtaufwandes. Ihre Höhe macht jedoch nur einen Bruchteil vergleichbarer schweizerischer Löhne aus. Ziel des Projektes war zudem nie die eigentliche Schaffung lokaler Arbeitsplätze, sondern die Weitergabe von wissenschaftlichen Erkenntnissen und fachlichem Know-how, insbesondere durch Ausbildung lokaler Fachkräfte. Dafür müssen schweizerische Expertinnen und Experten eingesetzt werden, die nach Schweizer Massstäben zu bezahlen sind.

Die verbleibenden 94 Prozent des Gesamtaufwandes teilen sich wie folgt auf:

- 30 Prozent für Renovationsarbeiten an Ort und Stelle und für Beherbergungen verschiedener Art der Experten;
- 42 Prozent für Löhne der Schweizer Expertinnen und Experten;
- etwa 22 Prozent für reisebegleitende Aktivitäten in der Schweiz usw.

Reimann Maximilian (V, AG): Herr Bundesrat, ich danke Ihnen für Ihre Offenheit; Sie haben meine Frage klar beantwortet. Aus Ihrer Antwort geht bezüglich der Kosten ein ganz klares Missverhältnis zwischen der ursprünglichen Zielsetzung (Kulturförderung im Jemen) und dem verwaltungsmässigen Aufwand (Reise- und Aufenthaltsspesen usw.) hervor.

Es drängt sich die Zusatzfrage auf: Welche Konsequenzen ziehen Sie aus einem solchen Vorfall? Es darf doch nicht wahr sein, dass in Zukunft immer zwei Drittel oder drei Viertel oder ein noch höherer Anteil der Projektkosten für eigene Reise- und Verwaltungsspesen, für Personal und Löhne in der Schweiz anfallen und nicht dort, wo wir sie eigentlich haben wollen. Welche Gewähr bieten Sie, dass in Zukunft – vor allem auch im sensiblen Bereich der Kulturförderung, die in ein anderes Ressort gehört – unsere Steuergelder nicht auf diese Art und Weise zweckentfremdet werden?

Cotti Flavio, Bundesrat: Herr Reimann, ich kann in keiner Weise eine Schlussbeurteilung des Projektes abgeben. Ich muss zugeben, dass aufgrund der Elemente, die objektiv vorliegen, ein starker Teil natürlich in die Richtung Expertise gehen sollte. Es geht ja, wie Sie wissen, um ein Projekt der Unesco von weittragender Bedeutung zum Schutz dieser Stadt. Ich mache Sie auch darauf aufmerksam, dass sich die Finanzdelegation der eidgenössischen Räte mit dieser Frage schon befasst hat. Am 31. Oktober teilte sie auch der Chefin des EDI mit, dass die Restaurierungsarbeiten in Sanaa bekanntlich Ende 1995 abgeschlossen sein werden. Die Finanzdelegation ersuchte sie um einen Schlussbericht zum Projekt Sanaa, sobald die Arbeiten zu Ende geführt sind, was, gemäss der Finanzdelegation, Ende dieses Jahres der Fall sein wird. Dann wird man definitiv Bilanz ziehen können.

95.5018

Frage Steinemann
80 Millionen Franken für Südafrika
Question Steinemann
80 millions de francs pour l'Afrique du Sud

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Bei einem Südafrikabesuch hat Bundesrat Cotti den Südafrikanern 80 Millionen Franken Hilfgelder versprochen. Wie sind die Gelder eingesetzt worden, und wie wird die allfällige Verwendung überprüft?

Texte de la question du 13 mars 1995

Lors de sa visite en Afrique du Sud, M. Cotti, conseiller fédéral, s'est engagé à octroyer une aide de 80 millions de francs à ce pays.

Quel emploi a été fait de ces fonds et comment leur affectation est-elle contrôlée?

Cotti Flavio, Bundesrat: Herr Steinemann, von den 80 Millionen Franken werden in fünf Jahren – es sind ja Beträge, die in fünf Jahren bezahlt werden können – für die Entwicklungszusammenarbeit 60 Millionen und für friedenserhaltende Massnahmen 20 Millionen Franken eingesetzt. Im neuen staatlichen Wiederaufbauprogramm ADP wird bereits die Sanierung von Townships in Port Elizabeth unterstützt. Im ONG-Bereich werden unter anderem Programme der Demokratisierung, der Stipendienfinanzierung, die Entwicklung von neuen Lehrmaterialien und die Reintegration von Rückkehrern und Rückkehrerinnen unterstützt. Die Programme müssen auf lokalen Initiativen basieren.

Für ONG wurden 1995 etwa 1 Million Franken, für das staatliche Programm ADP 2,5 Millionen Franken ausbezahlt. Für 1995 plant die DEH 9 Millionen Franken. Das Programm läuft wie gesagt fünf Jahre. Partnerorganisationen sind vertraglich verpflichtet, ihre Bücher durch eine internationale Treuhändergesellschaft überprüfen zu lassen. Ausserdem wird die Botenschaft zurzeit durch ein DEH-Koordinationsbüro verstärkt.

Steinemann Walter (A, SG): Mich würde konkret interessieren, was die friedenserhaltenden Massnahmen sind. Ich nehme nicht an, dass das mit Blauhelmen zu tun hat. Aber mir liegen Meldungen vor, dass auf Kosten der Schweizer Steuerzahler Leute in Südafrika herumreisen und Projekte bzw. Möglichkeiten suchen, diese Millionen zu verwenden respektive einzusetzen. Stimmt das?

Cotti Flavio, Bundesrat: Die Entwicklung der Demokratie in Südafrika, Herr Steinemann – Sie werden mir beistimmen –, ist ein Vorgang von längerer Dauer. Es ist ein Vorgang, welcher eine aussergewöhnliche Bedeutung für den ganzen schwarzafrikanischen Kontinent haben wird. Deshalb ist die Unterstützung, die wir mit unseren Wahlbeobachtern eigentlich nur begonnen haben, von zentraler Bedeutung für die Friedenserhaltung auf dem ganzen Kontinent.

95.5002

Frage Steinemann
Strassenrechnung 1993
Question Steinemann
Compte routier 1993

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Die Strassenrechnung 1993 liegt bis heute nicht vor. Wieso ergibt sich bei der Erstellung eine so ungebührliche Verzögerung?

Texte de la question du 13 mars 1995

Le compte routier 1993 n'a pas encore été présenté. Pourquoi a-t-on pris tant de retard à l'établir?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Je réponds volontiers, au nom du Conseil fédéral, à cette question de la façon suivante. Le compte routier est le résultat d'un assemblage, c'est-à-dire d'une synthèse d'informations comptables fournies par la Confédération, les cantons et les communes. Ces données parviennent à l'Office fédéral de la statistique (OFS) au plus tôt vers la moitié de l'année suivant l'année sous revue.

Etant donné le manque d'harmonisation des comptabilités publiques, surtout au niveau des communes, l'OFS doit accomplir un long travail de révision et de contrôle des données. Avec les ressources dont il dispose et compte tenu du haut degré de précision des vérifications nécessaires, l'OFS ne peut assurer la publication des résultats du compte routier que dans la deuxième année suivant l'année de référence. Ainsi, la diffusion des résultats du compte routier pour l'année 1993 se fera au cours de la seconde moitié de 1995. L'OFS étudie toutefois la possibilité de calculer un compte provisoire, obtenu avec un échantillon restreint de communes, et disponible quelque six mois plus tôt.

Steinemann Walter (A, SG): Danke, Frau Bundesrätin Dreifuss. Aber ich muss Ihnen sagen: Viele Bürger glauben, dass diese Verzögerung gewollt ist – das sage ich jetzt einmal –, damit die positiven Korrekturen, wie z. B. Benzinpreiserhöhung usw., nicht so bald durchschlagen und sichtbar werden. Ich möchte Sie nochmals fragen: Trifft das wirklich nicht zu?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Je puis vous assurer qu'il n'y a aucune intention derrière le choix de la date de publication. Je crois d'ailleurs savoir qu'elle a régulièrement lieu dans les mêmes délais et qu'il ne s'agit donc pas d'une manipulation.

95.5004

Frage Keller Rudolf
Fragwürdiger Uno-Sozialgipfel
Question Keller Rudolf
Sommet mondial douteux organisé par l'ONU

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Die Schweiz nimmt mit einer hochkarätigen Delegation an dieser Weltkonferenz in Kopenhagen teil. Aus Kreisen der Schweizer Delegation – aber auch in den Medien – wurde bekannt, dass diese Konferenz kaum etwas bewegen wird. Wenn eine Konferenz bereits von vornherein als gescheitert zu betrachten ist, frage ich mich, weshalb die Schweiz dann gleichwohl teilnimmt.

Ich frage den Bundesrat: Warum macht unser Land gute Miene zu diesem bösen Spiel, und was kostet uns die Teilnahme an diesem Weltpalaver?

Texte de la question du 13 mars 1995

La Suisse participe à ce sommet mondial, qui a lieu à Copenhague, par l'intermédiaire d'une délégation comprenant des personnalités de premier plan. De source interne à la délégation, mais aussi dans les médias, on entend dire que cette conférence sera pour ainsi dire un coup d'épée dans l'eau. Si elle est d'entrée de jeu considérée comme vouée à l'échec, j'aimerais savoir pourquoi la Suisse y participe quand même. Je demande donc au Conseil fédéral pourquoi notre pays fait contre mauvaise fortune bon coeur, et ce que nous coûte la participation à ces palabres.

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: La Suisse a participé très activement à la préparation du Sommet mondial pour le développement social et à l'élaboration de son document final, c'est-à-dire de la déclaration et du programme d'action. Le fait que ces travaux préparatoires soulèvent certaines critiques n'a rien d'inhabituel. Compte tenu de l'actualité des thèmes traités tels la pauvreté, le chômage, l'exclusion sociale, c'est même un signe positif. C'est la preuve que ces thèmes sont pris au sérieux et sont portés par de vastes segments de l'opinion publique internationale.

Les résultats de la conférence seront déterminants non seulement pour la stratégie que suivra la Suisse en matière de coopération sociale au développement ces dix prochaines années, mais il fourniront également des éléments d'information importants permettant de mieux comprendre l'évolution de notre propre pays. Que des représentants des oeuvres d'entraide et des partenaires sociaux participent à la conférence est loin d'être inutile. Les coûts s'élèveront globalement pour la Suisse à environ 50 000 francs. Outre les frais d'infrastructure, cette somme couvre les frais de voyage des représentants de la Confédération, des partenaires sociaux et des organisations non gouvernementales.

95.5005

Frage Jöri
Spitex. Beitragssätze
Question Jöri
Spitex. Subventions

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Die Spitex-Dienste haben mit der Annahme der KVG-Revision eine seit langem geforderte Aufwertung erfahren. Betagte oder kranke Menschen so lange wie möglich in vertrauter Umgebung zu betreuen ist nicht nur aus sozialen und psychologischen Gründen sinnvoll, sondern kann mittelfristig ein entscheidender Faktor zur Eindämmung der Gesundheitskosten werden.

Ich frage den Bundesrat an, ob er mit der in einem Kreis Schreiben an die Spitex-Organisationen angekündigten Reduktion der Beitragssätze die neue Philosophie des Gesundheitswesens nicht in Frage gestellt sieht. Wäre es nicht angezeigt, die Beitragssätze für Organisationen der Spitex-Dienste erst nach Vorliegen der definitiven Bestimmungen zum KVG zu diskutieren?

Texte de la question du 13 mars 1995

A la suite de l'adoption de la révision de la loi sur l'assurance-maladie, les services extrahospitaliers (Spitex) ont obtenu la revalorisation réclamée depuis longtemps. La prise en charge des personnes âgées ou malades dans un milieu familial, aussi longtemps que possible, se justifie tant du point de vue social que psychologique. A moyen terme, elle permettra en outre de maîtriser les dépenses de santé de façon décisive.

Je demande au Conseil fédéral s'il n'estime pas que la réduction des subventions, annoncée aux organisations des services Spitex par voie de circulaire, remet en cause la nouvelle philosophie de la santé. Ne vaudrait-il pas mieux examiner les subventions aux organisations des services Spitex lorsque les dispositions définitives de la LAM seront prêtes?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: L'AVS a heureusement pu, tout au long de ces dernières années, apporter un soutien financier croissant aux organisations du Spitex. Ainsi, le montant des subventions a doublé en l'espace de cinq ans, passant de 50 millions de francs en 1990 à 108 millions de francs en 1994. Au regard de la situation financière actuelle et en application de la loi sur les subventions, les moyens budgétisés pour 1995, qui sont en augmentation de 10 millions de francs par rapport à 1994, doivent suffire.

La possibilité d'une réduction a donc dû être communiquée par l'Ofas au moyen d'une lettre circulaire à plus de 1000 organisations subventionnées. Selon l'importance et le nombre des demandes de subventions qui lui parviendront en 1995, des réductions seront possibles. Il s'agirait de réductions mineures qui représenteraient au maximum 2 pour cent des dépenses totales de chaque organisation Spitex. Elles devraient donc être supportables. On peut toutefois donner la garantie que le taux de subventionnement ne tombera en aucun cas en dessous de 30 pour cent.

95.5011

Frage Vetterli
Direkter Gegenvorschlag
zur Volksinitiative «Jugend ohne Drogen»

Question Vetterli
Initiative populaire «Jeunesse sans drogue».
Contre-projet direct

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

1. Auf Seite 7 der Vernehmlassung schreibt der Bundesrat: «Das Parlament hat die bisherige Drogenpolitik des Bundesrates gutgeheissen und zudem wiederholt finanzielle Mittel für Massnahmenpakete bewilligt.»

Zwar hat das Parlament Kredite für Massnahmenpakete (u. a. für Prävention) bewilligt und im Oktober 1994 über Drogenfragen diskutiert. Über die entscheidende Frage der kontrollierten Heroinabgabe und der Drogenliberalisierung hat noch keine Grundsatzdebatte stattgefunden. Es wurden diesbezüglich noch keine Beschlüsse gefasst. Im Gegenteil: In der Sommersession 1993 wurden sowohl die diesbezügliche parlamentarische Initiative Tschäppät Alexander wie der noch weiter gehende Vorstoss der grünen Fraktion klar verworfen.

Wie kommt der Bundesrat trotzdem zur Aussage: «Das Parlament hat die bisherige Drogenpolitik des Bundesrates gutgeheissen»?

2. Dem Vernehmen nach ist der Gegenvorschlag des Bundesrates im Vernehmlassungsverfahren alles andere als gut aufgenommen worden. Ist damit zu rechnen, dass der Bundesrat seinen Gegenvorschlag zurückzieht – oder gedenkt er eine andere Alternative auszuarbeiten?

Texte de la question du 13 mars 1995

1. Le Conseil fédéral a écrit, à la page 7 du texte envoyé en consultation, que le Parlement a approuvé la politique de la drogue que lui, Conseil fédéral, a menée jusqu'à présent et qu'il a, en outre, accordé à plusieurs reprises des crédits destinés à soutenir divers trains de mesures.

Il est exact que le Parlement a accordé des crédits en faveur de certains trains de mesures (notamment en faveur de la prévention) et qu'il a discuté, en octobre 1994, des problèmes liés à la drogue, mais il n'a pas encore mené de débat de fond sur la question essentielle de la distribution contrôlée d'héroïne, pas plus que sur la libéralisation de la loi sur les stupéfiants. Il n'a donc pris aucune décision à ce sujet. Au contraire, il a rejeté, durant la session d'été 1993, l'initiative parlementaire Tschäppät Alexander, qui réclamait cette libéralisation, et repoussé à une nette majorité celle du groupe écologiste qui allait encore plus loin.

Comment le Conseil fédéral en est-il venu, malgré cela, à affirmer que le Parlement a approuvé la politique de la drogue qu'il a menée jusqu'à présent?

2. On sait que le contre-projet du Conseil fédéral (celui qu'il a envoyé également en consultation) a été tout sauf bien reçu. Devons-nous nous attendre à ce que le Conseil fédéral le retire ou à ce qu'il fasse une autre proposition?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Avant d'aborder les questions relatives à notre politique en matière de drogue, elles sont nombreuses aujourd'hui, vous me permettez de vous faire part de la préoccupation du Conseil fédéral sur l'usage qui se développe quant à l'interprétation de l'article 42 de votre règlement.

La plupart des questions posées cette semaine et relatives au problème de la drogue ne revêtent pas le caractère de «actualité» tel qu'il était compris lors de l'institution de l'heure des questions, à savoir le caractère d'événement récent sur lequel le Conseil national souhaite connaître l'avis du Conseil fédéral. Les questions posées présentent plutôt le caractère de questions écrites ou d'interpellations, interventions qui permettent de préparer la réponse et de mener, au Conseil fédéral comme

au Parlement, la discussion approfondie qu'elles méritent. Cela n'est pas possible dans le cadre restreint de l'heure des questions. Le Conseil fédéral va donc examiner les questions posées par cette extension de l'heure des questions et soumettra des propositions à votre conseil.

Ayant lu cette déclaration du Conseil fédéral, j'apporte aujourd'hui les réponses aux questions posées.

Voici la réponse à la première question posée par M. Vetterli.

1. La politique du Conseil fédéral en matière de drogue ne consiste pas seulement à réaliser des essais de prescription médicale de stupéfiants, mais elle comprend quatre piliers: la prévention, la réduction des risques et l'aide à la survie, la thérapie et la réintégration sociale et la répression.

En outre, le Parlement a été appelé à se prononcer spécifiquement sur les mesures en matière de drogue à l'occasion d'un supplément de crédit en juin 1992 – ce sont les procès-verbaux du 10 juin (Conseil des Etats) et du 18 juin 1992 (Conseil national) – et d'un report de crédit en juin 1993 – procès-verbaux des séances du 3 juin (Conseil des Etats) et du 10 juin (Conseil national) 1993. Dans ces quatre cas, il y a eu un débat qui a été suivi d'un vote. Cependant, j'ajouterai que le Parlement aura l'occasion d'un premier débat exhaustif, à l'occasion du traitement de l'initiative «Jeunesse sans drogue».

2. Le Conseil fédéral n'a pas encore pris connaissance des résultats et conclusions de la procédure de consultation sur l'initiative «Jeunesse sans drogue» et sur la proposition de contre-projet du Conseil fédéral. Il se prononcera prochainement à propos de la suite à donner. Le message sur les initiatives populaires en matière de drogue sera approuvé par le Conseil fédéral d'ici le mois de juin 1995.

Les données provisoires présentées lors de la conférence nationale du 18 février dernier ont toutefois montré que les avis des autorités et institutions concernées sont largement favorables à la politique actuelle de la Confédération.

Vetterli Werner (V, ZH): Herzlichen Dank für die Antwort und die Aufklärung darüber, welche Möglichkeiten wir eigentlich in der Fragestunde haben. Sie haben etwas vergessen, Frau Bundesrätin: Die Fragestunde bietet die Möglichkeit, eine aktuelle Frage aufzuwerfen, solange es noch Zeit ist. Vor allem, was die nächste Frage betrifft, die ich gestellt habe, die Frage über die nationale Drogenkonferenz, bietet sich hier die erste Möglichkeit, darauf zu reagieren. Wir hatten in der Sondersession ja keine Fragestunde.

Zu Ihrer Antwort auf meine Frage: «Direkter Gegenvorschlag zur Volksinitiative 'Jugend ohne Drogen'»: Das Parlament habe die bisherige Drogenpolitik des Bundesrates gutgeheissen; das stimmt nicht. Wir haben über die Grundsatzfragen Liberalisierung und ärztlich kontrollierte Drogenabgabe nie debattiert. Wenn Sie es so auslegen, dass wir mit diesen Krediten – welche immer Massnahmenpakete waren, Frau Bundesrätin – der Drogenpolitik zugestimmt haben, trifft das nicht zu: Ich z. B. habe diesen Krediten contre coeur zugestimmt, weil darin Geld für Prävention enthalten war; ich bin immer noch der Meinung, dass wir viel zu wenig für die Prävention machen. Die 5 Millionen Franken, die der Bund für Prävention betreffend Drogen ausgibt, sind nicht einmal ein Tropfen auf einen heissen Stein.

Ich möchte festhalten, dass wir meiner Meinung nach diese Liberalisierungsfragen nie grundsätzlich diskutiert haben.

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Je répète ce que j'ai déjà dit tout à l'heure, c'est-à-dire qu'effectivement, le premier débat exhaustif qui abordera toutes les questions de la politique relative à la drogue se fera à l'occasion du traitement des initiatives populaires déposées.

Par conséquent, les décisions partielles que vous avez été amenés à prendre ne peuvent pas remplacer ce débat exhaustif que vous souhaitez.

95.5012

Frage Vetterli
Einseitige Zusammensetzung
der Nationalen Drogenkonferenz

Question Vetterli
Composition
de la Conférence nationale sur la drogue

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

1. Frau Aubry, Präsidentin der Parlamentarischen Gruppe Drogen, wurde – trotz zweifacher Anfrage – die Teilnahme an der Nationalen Drogenkonferenz aus «organisatorischen und Platzgründen» verweigert. Konferenzteilnehmer stellten aber fest, dass der Nationalratssaal längst nicht gefüllt war. Wieso hatte es ausgerechnet für Frau Aubry keinen Platz?

2. Weiter wurde festgestellt, dass die weitaus grösste Zahl der Teilnehmer, Referenten und Gruppenleiter die Drogenliberalisierungslinie vertraten. Wurde eventuell Frau Aubry, die immerhin eine Gruppe von 85 Parlamentariern und Volksvertretern präsidiert, deshalb ausgegrenzt, weil die Meinung dieser Parlamentarischen Gruppe dem EDI nicht genehm ist, weil man lieber ein «Akkklamationsgremium» für die Drogenpolitik von Frau Bundesrätin Dreifuss wollte?

Texte de la question du 13 mars 1995

1. M^{me} Aubry, présidente du groupement parlementaire «Politique de la drogue», ne s'est pas vue autorisée, bien qu'elle en ait fait deux fois la demande par écrit, à participer à la Conférence nationale sur la drogue, «faute de place et pour des raisons d'ordre organisationnel», lui a-t-on dit. Or, diverses personnes qui, elles, ont pris part à cette manifestation ont noté que la salle du Conseil national était loin d'être comble. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de place tout spécialement pour M^{me} Aubry?

2. D'aucuns ont par ailleurs remarqué que participants, orateurs et chefs de groupe étaient dans leur très grande majorité favorables à la ligne prônant la libéralisation de la consommation de drogue. M^{me} Aubry, qui préside quand même un groupe comptant 85 parlementaires, n'aurait-elle pas été écartée parce que les idées de ce groupe n'a pas l'heur de plaire au DFJ et que, plutôt qu'elle, on a préféré un chœur applaudissant à la politique de la drogue défendue par M^{me} Dreifuss, conseillère fédérale?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Permettez-moi, Monsieur Vetterli, de commencer par expliquer quelle a été la clé de répartition des différents invités à cette Conférence nationale de la drogue. Elle a réuni des délégations des autorités des cantons, trois personnes par canton; des Villes, 20 personnes; des partis politiques, deux à trois personnes par groupe; des Commissions de la sécurité sociale et de la santé publique des Chambres fédérales, deux fois trois personnes; de nombreuses organisations spécialisées, une personne par organisation; tous les offices fédéraux concernés, ainsi qu'une vingtaine d'experts, soit au total environ 200 participants.

Les deux groupes parlementaires non officiels s'occupant de la drogue, groupe parlementaire «Alcool/drogue» et groupe parlementaire «Politique de la drogue», n'ont pas été expressément invités. On a cependant compté parmi les inscrits sept membres du groupe parlementaire «Politique de la drogue» animé par M^{me} Aubry.

Ensuite, les délégations des autorités cantonales et des Villes, des partis, du Parlement et des organisations spécialisées, n'ont pas été choisis par les organisateurs de la conférence. Les conférenciers qui ont introduit les travaux de groupe sont des experts dans les domaines de la prévention, de la réduction des risques et de l'aide à la survie, du traitement et de la répression. Plusieurs d'entre eux sont des défenseurs d'orientations fort différentes de celle du Conseil fédéral.

Les orateurs de la table ronde ont été choisis parmi les membres des exécutifs municipaux et cantonaux inscrits à la

conférence. Un contretemps regrettable s'est produit du fait de l'inscription limitée et tardive des élus de Suisse romande. Il ne saurait donc être question d'une composition volontairement choisie afin d'applaudir la politique menée par le Conseil fédéral.

Vetterli Werner (V, ZH): Dann ist es also so, dass sich Herr Professor Zeltner, Direktor des Bundesamtes für Gesundheitswesen, getäuscht hat, wenn er gesagt hat – ich weise auf «L'Impartial» und «Il Corriere del Ticino» hin –, er habe die Zusammensetzung auch einseitig gefunden?

Eine zweite Frage: Ist es ein reiner Zufall, dass die Eltern und Drogenabhängigen, die diese Gruppe vertreten haben, alle vier zufälligerweise Personen waren, die für die Liberalisierung der Drogen waren? Wenn Sie das nächste Mal eine solche Veranstaltung organisieren, bringe ich Ihnen Dutzende und Hunderte von Eltern und Betroffenen, die das Gegenteil vertreten. War die Gruppe nicht ein bisschen einseitig zusammengesetzt? Ich habe Sie bössartigerweise gefragt, ob das eine «Akkklamationsveranstaltung» gewesen sei. War sie das?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Monsieur Vetterli, ce n'était pas une composition qui visait tout simplement à réunir des gens qui approuvent le Conseil fédéral. Je crois vous avoir indiqué comment cette composition a été faite et je peux vous donner la liste, qui vous montrera qu'elle n'était pas unilatérale. La remarque concernant un certain caractère unilatéral – je viens de la reprendre – concerne la composition de la table ronde. Si vous aviez été là, vous auriez entendu aussi que j'ai donné un contrepois aux opinions exprimées à cette table ronde, dont je faisais partie.

En ce qui concerne les représentants des parents et les deux personnes qui avaient elles-mêmes vécu une expérience de toxicodépendance, nous ne connaissions pas les interventions qu'elles étaient appelées à faire. Elles avaient été choisies par des organisations que nous reconnaissons comme regroupant tout simplement des gens ayant passé par là. Là aussi, je suis intervenue puisque j'ai parlé après ces quatre personnes pour souligner en particulier que d'autres toxicomanes auraient pu exprimer un avis contraire.

95.5016

Frage Bortoluzzi
Ausländische Kritik
an den schweizerischen Heroïnversuchen

Question Bortoluzzi
Critiques de l'étranger
à l'égard de la distribution d'héroïne en Suisse

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

In der Fragestunde vom 26. September 1994 hat der Bundesrat Herrn Jenni Peter geantwortet, man könne nicht behaupten, dass die schweizerische Drogenpolitik von ausländischen Staaten oder internationalen Organisationen generell kritisiert werde.

Im Bulletin des Bundesamtes für Gesundheitswesen vom 30. Januar 1995 wird demgegenüber festgehalten, dass Politiker und Behörden anderer Länder den Versuchen eher skeptisch bis klar ablehnend gegenüberstehen. Diese Vorbehalte wurden jüngst auf eindrückliche Weise durch den Bericht des International Narcotics Control Board (INCB) für 1994 bestätigt.

1. Ist Frau Bundesrätin Dreifuss bereit, ihre Aussage vom letzten Herbst zu revidieren?

2. Welches sind die wesentlichsten Kritikpunkte, die der Schweiz von ausländischen Politikern und Behörden nahegebracht wurden?

Texte de la question du 13 mars 1995

Le Conseil fédéral, au cours de l'heure des questions du 26 septembre 1994, a répondu en substance à M. Jenni Peter qu'il n'était pas justifié de prétendre que d'autres pays et des organisations internationales critiquaient généralement la politique de la Suisse en matière de drogue.

Cependant, le Bulletin de l'Office fédéral de la santé publique, du 30 janvier 1995, affirme que les hommes politiques et les autorités d'autres pays sont plutôt sceptiques sur les essais en question, quand ils n'adoptent pas une attitude de refus total. Ces réserves ont récemment été confirmées catégoriquement par le rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) pour l'année 1994.

1. M^{me} Dreifuss, conseillère fédérale, est-elle disposée à revenir sur sa déclaration de l'automne dernier?
2. Quels sont les points essentiels qu'ont critiqués les autorités et les hommes politiques étrangers?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: La politique du Conseil fédéral en matière de drogue ne se limite pas en effet à la prescription de stupéfiants. Il n'y a aucune raison de revenir sur les déclarations du Conseil fédéral du 26 septembre 1994.

L'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) a critiqué les points suivants:

1. le fait que la Suisse n'ait pas encore ratifié les conventions de 1971, 1972 et 1988, et tout particulièrement la première d'entre elles;
2. le détournement de substances psychotropes et de précurseurs sur le marché illégal;
3. les efforts de certains milieux en faveur d'une généralisation de la remise de stupéfiants, voire d'une libéralisation de la politique dans ce domaine.

L'OICS a par ailleurs exhorté la Suisse à une extrême prudence en ce qui concerne les essais.

95.5019

Frage Jenni Peter**Ausweitung der Heroinabgabe****Question Jenni Peter****Extension de la distribution d'héroïne***Wortlaut der Frage vom 13. März 1995*

Der INCB hat – wie er in seinem soeben veröffentlichten Bericht bekanntmacht – der Bewilligung des Heroinimports 1994 unter der Massgabe zugestimmt, dass «eine Ausdehnung der legalen Abgabe von Heroin über das heute laufende Versuchsprojekt hinaus nicht in Betracht gezogen werden sollte, bevor das Projekt» gründlich ausgewertet ist. Dies wird frühestens nach Ablauf des Versuchs Ende 1996 der Fall sein. In der Zwischenzeit hat eine Änderung der Versuchsanlage stattgefunden, der der INCB offenbar zugestimmt hat. Der Bundesrat hat aber in seinem Grundsatzentscheid vom 3. Oktober 1994 auch eine zusätzliche Ausweitung der Heroinabgabe um weitere 500 auf 1000 Plätze beschlossen, die er noch vor Ende 1996, nämlich bereits im Mai dieses Jahres, realisieren will.

1. Wird der Bundesrat entgegen seinem Versprechen gegenüber dem INCB eine Erweiterung der Heroinabgabe durchsetzen?
2. Wie bewertet der Bundesrat die Rechtslage aufgrund des BetmG für eine derart massive Ausweitung über die bisherige Versuchsanlage hinaus, nachdem gemäss den entsprechenden Gutachten des EJPD die Rechtmässigkeit nur bei einer sehr «geringen Zahl» von Heroinvergabe noch gegeben sei?

Texte de la question du 13 mars 1995

L'OICS, comme il l'indique dans le rapport qu'il vient de publier, a approuvé l'autorisation d'importer de l'héroïne en 1994 à la condition que la distribution légale d'héroïne au-delà du

projet pilote en cours ne soit pas prise en considération avant que celui-ci ait été soigneusement évalué. Cette condition ne sera pas remplie avant que l'essai soit terminé, fin 1996. Pour l'heure, le plan d'essais a subi une modification que l'OICS a manifestement approuvée. Dans sa décision de principe du 3 octobre 1994, le Conseil fédéral a toutefois aussi opté pour que le nombre de toxicomanes bénéficiant d'une distribution d'héroïne passe de 500 à 1000, et il entend mettre en oeuvre cette décision avant la fin de 1996, à savoir en mai de cette année déjà.

1. Le Conseil fédéral manquera-t-il à la promesse qu'il a faite à l'OICS et étendra-t-il la distribution d'héroïne?
2. Que pense-t-il, dans l'optique de la LStup, d'une extension aussi considérable qui dépasse le cadre du plan d'essais actuel, sachant que, selon l'avis de droit donné par le DFJP en la matière, seule la distribution d'héroïne à un nombre très restreint de sujets est légitime?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: En dehors des engagements pris dans le cadre des conventions ratifiées, il n'y a pas de promesse du Conseil fédéral à l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS). Il y a par contre échange permanent d'informations. Les seuls stupéfiants utilisés médicalement sont importés et soumis à l'autorisation de l'OICS. Ce dernier est régulièrement tenu au courant des décisions du Conseil fédéral, et il l'a été en particulier lors de sa visite de février 1995.

Ensuite, le Conseil fédéral a approuvé le 3 octobre 1994 une modification de l'ordonnance sur l'évaluation de projets visant à prévenir la toxicomanie et à améliorer les conditions de vie des toxicomanes, après avoir réexaminé la question de savoir si l'adaptation envisagée et l'extension, dans les limites du plan d'essai, du nombre de places de traitement à l'héroïne qui en découle était compatible avec la loi fédérale sur les stupéfiants. Il a répondu positivement à cette question.

Jenni Peter (A, BE): Besten Dank für Ihre Antwort. Frau Bundesrätin, es geht hier nicht nur um das Gesetz, es geht auch um die wissenschaftliche Begleitung dieses Versuchs. Kann mir der Bundesrat noch versichern, dass trotz der Ausweitung des Versuchs die wissenschaftliche Begleitung noch objektiv bleibt?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: C'est la condition absolue à cette extension des essais.

L'accompagnement scientifique suisse est «accompagné» d'une supervision de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui est l'organisation internationale compétente en matière de santé publique, ce que n'est pas l'OICS, laquelle veille à éviter que des substances du marché légal puissent aboutir sur le marché illégal de la drogue. L'OICS est très consciente de ce partage de responsabilités, et nous avons déjà pris une initiative qu'elle a saluée, c'est-à-dire le contact avec l'OMS.

Mais encore une fois, sur le plan national la condition pour l'extension de ces essais est triple: le plan d'essais doit être fait par l'équipe scientifique d'accompagnement, placée sous la surveillance du professeur Uchtenhagen; la Commission d'éthique de l'Académie suisse des sciences médicales doit donner son accord et, au cas où il y aurait des importations, l'OICS doit également donner son accord; enfin, il y a encore cette supervision de l'OMS.

Je peux donc donner les garanties demandées par M. Jenni Peter.

95.5020

Frage Jenni Peter
Manipulierte Drogenhunde

Question Jenni Peter
Chiens antidrogue

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Warum wurden während Jahren vom Bundesamt für Gesundheitswesen wirkungslose Ersatzsubstanzen an das Grenzschutzkorps abgegeben, um ihre Hunde zum Auffinden von Drogen zu trainieren, während die Polizei viel erfolgreicher war, weil ihre Hunde mit richtigen Drogen ausgebildet wurden?

Texte de la question du 13 mars 1995

Pourquoi l'Office fédéral de la santé publique a-t-il pendant des années fourni des substances de substitution inefficaces au corps des gardes-frontière pour exercer leurs chiens à trouver de la drogue alors que la police obtenait de bien meilleurs résultats en utilisant de vraies drogues?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: La question que vous posez est probablement liée à un article que «Bern aktuell» a publié sans se donner la peine de se renseigner auprès de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP).

Voilà les faits: au début des années quatre-vingt, l'Administration fédérale des douanes avait demandé au laboratoire des stupéfiants de l'OFSP, qui existait encore à l'époque, de mettre à sa disposition des substances odorantes pour former des chiens antidrogue. Cette demande de l'Administration fédérale des douanes était accompagnée d'instructions pour le dressage des chiens antidrogue établies par les services douaniers américains. Ces instructions comportaient des indications sur la fabrication de substances qui ont la même odeur que l'héroïne ou la cocaïne, mais qui n'en contiennent pas. Le laboratoire des stupéfiants a fabriqué ces substances en se conformant aux indications et les a livrées aux services des douanes suisses. Ceux-ci étaient donc parfaitement au courant du fait qu'il ne s'agissait pas de véritables drogues.

Lorsque, des années plus tard, des dresseurs de chiens émettent quelques doutes sur l'efficacité de ces substances, l'OFSP a de nouveau offert ses services pour permettre de faire des tests avec de la vraie drogue et les dites substances de remplacement. En 1994, les douanes ont demandé une autorisation spéciale pour utiliser de vraies drogues afin d'entraîner des chiens, autorisation qui leur a été délivrée par l'OFSP.

Jenni Peter (A, BE): Besten Dank, Frau Bundesrätin. Ich möchte nur sichergehen, dass solche Sachen künftig nicht mehr vorkommen. Es geht bei der Abrichtung von Drogenhunden ganz klar nicht darum, die Hunde süchtig zu machen, sondern es geht um den Geruchssinn dieser Hunde. Ich behaupte: Man kann den Geruchssinn dieser Hunde nicht manipulieren, d. h., man muss diesen Hunden richtige Drogen abgeben, also die Substanz, die sie suchen sollen. Ist der Bundesrat mit mir einer Meinung, dass künftig die Substanz abgegeben werden muss, die man auffinden will, d. h., dass richtige Drogen abgegeben werden müssen, um diese Hunde so zu trainieren, damit sie auch richtige Drogen finden?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Monsieur Jenni Peter, j'ai bien sûr moi-même appris des choses dont j'ignorais tout jusqu'à ce que vous posiez cette question. Tout ce que je peux vous répéter, c'est que, depuis 1994, les douanes ont reçu l'autorisation spéciale pour utiliser de vraies drogues afin d'entraîner les chiens. Je ne peux pas en dire davantage étant donné l'état de mes connaissances.

95.5023

Frage Steinemann
Wirtschaftlicher Schaden
infolge der Schweizer Drogenpolitik

Question Steinemann
Préjudice économique causé
par la politique suisse en matière de drogue

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Nicht nur die Uno, sondern fast die ganze Welt versteht die offizielle Schweizer Drogenpolitik nicht, was indirekt unserem Land international wirtschaftlichen Schaden zufügt, insbesondere auch im Tourismus.

Wieso ist der Bundesrat nicht bereit, auf die unwürdigen Menschenversuche mit Drogen zu verzichten?

Texte de la question du 13 mars 1995

L'ONU n'est pas la seule à ne pas comprendre la politique suisse en matière de drogue; le monde entier, pour ainsi dire, a de la peine à la concevoir, ce qui cause indirectement un préjudice économique à notre pays au niveau international, en particulier dans le secteur du tourisme.

Pourquoi le Conseil fédéral ne met-il pas fin à des essais contraires à la dignité humaine?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Il est vrai que la situation sur le plan de la drogue en Suisse a suscité un écho dans le monde entier, mais cela est dû tout spécialement aux problèmes et aux images liés aux scènes ouvertes. Le Conseil fédéral ne partage pas l'avis de l'auteur de la question, selon lequel les effets de la prescription de stupéfiants ont une influence sur l'économie et le tourisme en Suisse. Il n'existe aucun élément permettant de formuler de telles affirmations. Le Conseil fédéral n'est pas non plus de l'avis que les essais sont dégradants pour les personnes qui y participent. La Commission d'éthique de l'Académie suisse des sciences médicales les a qualifiés de moralement acceptables.

Steinemann Walter (A, SG): Frau Bundesrätin, ich glaube, wir streiten nicht darüber, dass andere Länder unseren Versuchen skeptisch oder klar ablehnend gegenüberstehen; aber meine Frage hat auch damit zu tun, dass im Tourismus wirklich und wahrhaftig negative Erscheinungen auftreten. Ich denke jetzt nicht nur an das Hotel «Zürich», das neben dem Letten und Platzspitz steht. Es gibt auch andere solche Bedingungen, die für Besucher inakzeptabel sind. Auch wirtschaftliche Schäden wären ohne weiteres nachzuweisen. Die Frage ist berechtigt, und ich frage Sie nochmals: Ist das irgendwo einmal berücksichtigt worden, oder nimmt man das einfach in Kauf?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Dans votre question, vous avez simplement mis sur le même plan la politique de la scène ouverte, telle qu'elle a été pratiquée, et les effets de la consommation d'héroïne sur prescription médicale. Or, le Conseil fédéral ne voit strictement aucun lien entre ces derniers et la vie économique de la Suisse.

95.5031

Frage Schmied Walter**Drogenpolitik. Internationale Kritik****Question Schmied Walter****Politique de la drogue. Critique internationale***Wortlaut der Frage vom 13. März 1995*

Der Bundesrat hat seine Strategie zur Bekämpfung der Drogenabhängigkeit um ein neues tragendes Element erweitert. Er beabsichtigt, neben der Prävention, der Therapie/Rehabilitation und der Repression die sogenannte «Überlebenshilfe» – zum Beispiel die Heroinabgabe, welche die Abhängigkeit verlängert – zum vierten Pfeiler seines Drogenbekämpfungsprogramms zu machen. Der Bundesrat bezeichnet diese neue, erweiterte Strategie als «dritten Weg». Dieser Weg beinhaltet Massnahmen, welche die internationalen Fachleute besser unter dem Begriff «harm reduction» zusammenfassen, und nimmt im Bericht «Comprehensive Multidisciplinary Outline (CMO)», dem grundlegenden Dokument der Uno im Bereich der Drogenbekämpfung, nicht den gleichen Stellenwert ein. Die Autoren dieses Uno-Berichts haben es 1987 nach gründlicher Prüfung des Problems abgelehnt, die Massnahmen der «harm reduction» als tragendes Element der Drogenpolitik zu betrachten. Die Schweiz wird übrigens in dieser Hinsicht im Bericht des Uno-Gremiums INCB, der kürzlich publiziert worden ist, sowohl direkt als auch indirekt kritisiert. Warum nimmt der Bundesrat diese Kritik und die Empfehlungen des CMO nicht zur Kenntnis?

1. Indem die Schweiz diesen «dritten Weg» beschreitet, erweckt sie im Ausland den Eindruck, sie wolle sich der internationalen Solidarität entziehen und lasse sich von kurzsichtigen Überlegungen leiten. Wie stellt sich der Bundesrat zu diesen Vorwürfen?

2. Wie beurteilt der Bundesrat den Zielkonflikt, der notgedrungen zwischen der «Überlebenshilfe» einerseits und der Anwendung des Grundsatzes der Prävention und der Therapie andererseits entsteht?

Texte de la question du 13 mars 1995

Le Conseil fédéral a ajouté un nouvel élément porteur à sa stratégie de lutte contre la toxicomanie. A côté de la prévention, de la thérapie/réhabilitation et de la répression, il entend recourir à ladite «aide à la survie» – par exemple, la distribution d'héroïne qui prolonge la dépendance – comme quatrième pilier de son programme antidrogue. Pour le Conseil fédéral, cette nouvelle stratégie plus étendue constitue la «troisième voie». Celle-ci comprend des mesures que les spécialistes internationaux résumant plus justement sous le terme de «harm reduction». Elle n'occupe pas la même place dans le rapport «Comprehensive Multidisciplinary Outline (CMO)», document fondamental de l'ONU dans le domaine de la politique antidrogue. C'est après avoir soigneusement étudié le problème que les auteurs de ce document ont, en 1987, refusé de considérer les mesures de «harm reduction» comme un élément porteur de cette politique. La Suisse se fait d'ailleurs critiquer directement et indirectement à ce propos dans le rapport de l'OICS récemment publié. Pourquoi le Conseil fédéral ignore-t-il ces critiques et les recommandations du CMO?

1. En empruntant cette «troisième voie», la Suisse donne l'impression à l'étranger de se soustraire à la solidarité internationale en se laissant guider par un raisonnement à courte vue. Comment le Conseil fédéral répond-il à ces reproches?

2. Comment le Conseil fédéral apprécie-t-il le conflit d'objectifs, qui résulte forcément entre «l'aide à la survie», d'une part, les principes de la prévention et de la thérapie, de l'autre?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Vous avez posé quatre questions; quatre réponses donc s'imposent.

1. Les notions d'aide à la survie et de réduction des risques, qui constituent depuis 1991 un pilier de la stratégie du Conseil

fédéral en matière de politique de la drogue, sont actuellement admises par la plupart des pays occidentaux et reconnues par les instances internationales.

L'Organisation mondiale de la santé a fortement contribué à cette orientation dans l'objectif de réduire le risque d'infection par le virus du sida.

Les Sommets des ministres européens sur la drogue, d'Oslo en 1991, et de Strasbourg en 1994, organisés par le Conseil de l'Europe, ont explicitement fait place à cette approche qui vise à permettre aux personnes dépendantes des drogues de surmonter leurs problèmes sociaux et de santé, afin de mieux pouvoir sortir de la dépendance.

La Commission des stupéfiants des Nations Unies admet aussi cette orientation qui n'était tout simplement pas encore d'actualité au moment où a été rédigé le schéma d'action multidisciplinaire de 1987.

Mais la réduction des risques n'est pas synonyme de distribution d'héroïne, mais bien plus de prévention de maladies infectieuses, de mise en place de soins de santé primaires et de travail social de rue, aux côtés des personnes toxicodépendantes.

2. Par ailleurs, il faut aussi corriger l'impression erronée selon laquelle les essais de prescription médicale contrôlée de stupéfiants se limiteraient à une aide à la survie qui prolonge la dépendance. Il s'agit d'une tentative d'amener des personnes très dépendantes et très marginalisées dans un processus de traitement médico-psycho-social, dont le but final est l'abstinence. L'intensité voulue des aspects de traitement se révèle, après quelques mois de ces essais, particulièrement fructueuse, puisque l'état de santé physique et psychique des patients et leurs conditions de vie se sont sensiblement améliorés.

3. Les critiques du rapport 1994 de l'OICS ne visent pas l'approche de réduction des risques et d'aide à la survie, mais, surtout la non-ratification des conventions de 1971 et 1972 et les scènes ouvertes de la drogue. Les recommandations de l'OICS concernant les essais avec prescription de stupéfiants ont été suivies.

4. La réduction des risques et l'aide à la survie n'entrent pas en contradiction avec la prévention ni avec la thérapie. La gravité des dommages et des risques encourus, qu'il s'agit de réduire par l'aide à la survie, confirme le message de mise en garde contre les drogues inclu dans la prévention; et la thérapie de la dépendance est plus efficace lorsque les patients ont conservé une santé et une intégration sociale relatives.

95.5034

Frage Sandoz**5. Konferenz der europäischen Städte.****Teilnahme des Bundesrates****Question Sandoz****5e conférence des villes européennes.****Présence du Conseil fédéral***Wortlaut der Frage vom 13. März 1995*

Vom 12. bis zum 14. Oktober 1994 fand in Genf die 5. Konferenz der europäischen Städte statt, welche die Resolution von Frankfurt unterzeichnet haben. Diese Resolution sieht unter anderem die Liberalisierung des Eigengebrauchs von Betäubungsmitteln (= Drogen) vor. Die Konferenz wurde von Frau Bundesrätin Dreifuss eröffnet. Hat Frau Bundesrätin Dreifuss dabei den Bundesrat vertreten?

Texte de la question du 13 mars 1995

Du 12 au 14 octobre 1994 se tenait à Genève la 5e conférence des villes européennes signataires de la Résolution de Francfort, qui prévoit notamment la libéralisation de l'usage individuel des produits stupéfiants (= drogues). Cette conférence a été ouverte par M^{me} Dreifuss, conseillère fédérale.

M^{me} Dreifuss y représentait-elle le Conseil fédéral?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Une invitation a été adressée à la cheffe du Département fédéral de l'intérieur, qui a participé à la conférence, bien entendu, en tant que conseillère fédérale.

Pour le Conseil fédéral, en effet, la coopération et la recherche de cohérence entre les autorités locales, régionales et nationales, constituent des conditions fondamentales pour l'efficacité des efforts menés dans ce domaine. La participation ou la présence à cette plate-forme paraissait souhaitable dans le cadre de cette recherche de cohérence.

Sandoz Suzette (L, VD): Merci de votre réponse, Madame la Conseillère fédérale, réponse qui n'était peut-être pas tout à fait aussi ciblée que ma question.

Mais, en relation avec votre réponse, je voudrais vous demander ceci: si les villes qui ont signé l'Appel de Stockholm, dont le but est de s'opposer à toute libéralisation de la drogue, mais dont les préoccupations sont les mêmes que celles des villes qui ont signé la Résolution de Francfort, vous adressaient une invitation parce qu'elles se réuniraient par exemple à Lugano, qui a signé cette déclaration, est-ce que vous vous rendriez aussi à cette invitation?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Il est difficile de répondre à des situations qui ne se sont pas présentées. Mais je pense que, si une ville suisse qui a signé l'Appel de Stockholm organisait un large débat riche en contenu, et souhaitait ma présence, je serais très heureuse d'y participer.

rôles, c'est non seulement inadmissible, mais très grave. Cela relève de l'émotion et non de la raison en même temps que d'un abus de service.

Comme ce n'est pas la première fois que des fonctionnaires de cet office s'arrogent des libertés dans des prises de position, je demande au Conseil fédéral si une telle situation va perdurer encore longtemps.

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Le 11 février 1995, un journal tessinois et un journal lausannois ont publié des extraits du rapport 1994 de l'Office international de contrôle des stupéfiants (OICS) avant la fin de l'embargo qui était fixé au 27 février 1995.

Le secrétaire général de l'OICS a envoyé une protestation par téléfax à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) en le priant de prendre, en son nom, des mesures propres à empêcher à l'avenir que le rapport ne soit commenté par la presse avant la date de l'embargo.

Le chef du service de l'information de l'OFSP a alors envoyé une copie de ce téléfax, avec une lettre d'accompagnement, aux journalistes concernés, ainsi qu'au président de l'Association des journalistes parlementaires et aux responsables du service de presse de la Chancellerie fédérale.

Dans l'intervalle, le journaliste tessinois et le chef du service d'informations de l'OFSP ont échangé une correspondance quant au contenu de la lettre d'accompagnement.

A notre connaissance, cette correspondance a aplani leur différend.

95.5038

Frage Aubry
Bundesamt für Gesundheitswesen.
Fragwürdige Äusserungen in der Presse

Question Aubry
Mélange de droits et devoirs du porte-parole
de l'Office fédéral de la santé publique

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Die vorzeitige Veröffentlichung von Auszügen des Berichts 1994 des Internationalen Betäubungsmittel-Kontrollorgans der Uno hat im Bundesamt für Gesundheitswesen (BAG) für eine gewisse Aufregung gesorgt. In einem Schreiben an die Bundeskanzlei und an die Chefredaktoren der Tageszeitungen, die diesen Bericht vor der gesetzten Sperrfrist veröffentlicht haben, hat sich der Sprecher des BAG erlaubt, die Arbeit der Journalisten zu rügen.

Zuständig für den genannten Bericht ist aber nur die Uno und nicht der Bund. Wenn ein Bundesbeamter zwischen den Instanzen und zwischen den Befugnissen nicht unterscheidet, so ist das nicht nur unzulässig, sondern ein schwerer Fehler. Ein solches Verhalten hat mit Gefühlen und nicht mit Verstand zu tun und ist gleichzeitig Amtsmissbrauch.

Es ist nicht das erste Mal, dass sich Beamte dieses Bundesamtes in ihren Stellungnahmen Freiheiten herausnehmen. Ich frage daher den Bundesrat, wie lange das noch so weitergehen soll.

Texte de la question du 13 mars 1995

La parution prématurée dans la presse du rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants de l'ONU pour 1994 a causé quelques remous à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Dans une lettre adressée à la Chancellerie fédérale, ainsi qu'aux rédacteurs en chef des quotidiens ayant publié ce rapport avant l'embargo mentionné, le porte-parole de l'OFSP, M. Aebersold, s'est permis de blâmer le travail des journalistes.

Or, ce rapport ne dépend que de l'ONU et non de la Confédération. Un fonctionnaire fédéral confondant les instances et les

95.5022

Frage Jeanprêtre
Versammlung der Kommission
für nachhaltige Entwicklung.
Schweizer Delegation

Question Jeanprêtre
Session de la Commission
du développement durable.
Délégation suisse

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

1994 hatte ein Mitglied des Schweizerischen Bundes für Naturschutz als Vertreter einer nichtgouvernementalen Organisation (NGO) Einsitz in der Schweizer Delegation. Dies entspricht den Vereinbarungen, die anlässlich der Konferenz von Rio getroffen wurden, dass der Schweizer Delegation nämlich Vertreter unterschiedlicher Kreise angehören sollen.

Anscheinend ist eine solche Vertretung dieses Jahr nicht geplant. Es ist undenkbar, dass nur Wirtschaftskreise, wie zum Beispiel der Vorort, vertreten sein sollen.

Ist die Teilnahme einer NGO nach wie vor garantiert?

Texte de la question du 13 mars 1995

En 1994, et conformément aux engagements pris à l'époque de la Conférence de Rio, d'une représentation pluripartite de la délégation suisse, un membre de la Ligue suisse pour la protection de la nature a siégé en tant que représentant d'une organisation non gouvernementale (ONG).

Il semble que, cette année, une telle représentation ne soit pas envisagée, et il n'est pas pensable que seuls les milieux de l'économie, à l'exemple du Vorort, soient seuls représentés.

Cette participation d'une ONG est-elle toujours garantie?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: La session annuelle de la Commission du développement durable aura lieu du 11 au 28 avril 1995 à New York. Une participation des organisations non gouvernementales au sein de la délégation suisse est en principe souhaitable. Le Conseil fédéral décidera ces prochaines semaines de la composition de cette délégation.

Jeanprêtre Francine (S, VD): Madame la conseillère fédérale, je vous remercie de votre réponse. Mais, vu le court laps de temps à disposition et la compétence particulière nécessaire en la matière de la personne qui va être envoyée, ne pensez-vous pas qu'il est précisément un peu tard pour prendre une telle décision?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Je crois savoir que la personne qui entrerait en ligne de compte, si le Conseil fédéral décidait d'enrichir la délégation avec un représentant d'une ONG, est disponible et est très bien préparée à cette tâche.

95.5032

Frage Steffen
Eingeschränkte Jubiläen 1998

Question Steffen
Cérémonies de 1998. Commémoration incomplète

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Am 12. September 1998 wird das Schweizervolk den Untergang des Ancien Régime (1798) und die Gründung des Bundesstaates (1848) feiern. Nicht gefeiert werden soll der Westfälische Frieden von 1648, welcher durch den hervorragenden diplomatischen Einsatz des Basler Bürgermeisters Johann Rudolf Wettstein die völkerrechtliche Anerkennung unserer Unabhängigkeit vom Deutschen Reich brachte.

1. Stimmt es, dass integrationspolitische Rücksichten zum Ausschluss dieses Datums führten?
2. Welche anderen Gründe haben das EDI veranlasst, dieses Ereignis nicht zu feiern?

Texte de la question du 13 mars 1995

Le 12 septembre 1998, le peuple suisse commémorera la chute de l'Ancien régime (1798) et la constitution de la Suisse en Etat fédératif (1848). Cependant, aucune cérémonie ne marquera la signature de la paix de Westphalie de 1648. Pourtant, cette paix a permis à notre pays d'obtenir, grâce au talent diplomatique du bourgmestre bâlois, Johann Rudolf Wettstein, la reconnaissance de son indépendance vis-à-vis de l'empire allemand en droit international.

1. Est-ce pour ne pas compromettre notre politique d'intégration que l'on a renoncé à célébrer cet anniversaire?
2. Pour quelles autres raisons le DFI a-t-il exclu cet anniversaire de la commémoration qui sera organisée en 1998?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: La réponse à la première question est clairement non.

A la deuxième, les raisons qui ont amené le Conseil fédéral à ne pas intégrer la paix de Westphalie de 1648, en dépit de l'importance incontestable de cette date pour l'histoire de la Confédération et des mérites du bourgmestre de Bâle, Johann Rudolf Wettstein, sont les suivantes: les événements de 1648 touchent à l'ancienne Confédération et non à l'Etat fédéral moderne qui est au centre de l'anniversaire de 1998. Inclure la date de 1648 aurait superposé ces deux périodes de notre histoire, et ajouté un thème de plus à un anniversaire déjà très chargé. Un des buts de 1998 est de souligner l'importance de la création de l'Etat fédéral et son influence sur le présent et le futur de notre pays.

Steffen Hans (D, ZH): Ich danke für die Antwort. Ich enthalte mich eines Kommentars, wie das reglementskonform ist, aber ich habe eine Zusatzfrage.

Aller guten Dinge sind drei, und ich würde sagen: 1648 ist eine gute Sache gewesen. Immerhin wurde damals die Unabhängigkeit unseres Staates international anerkannt. Das scheint mir ein wesentlicher Entscheid in unserer Vergangenheit zu sein. Was mich stört, ist der Umstand, dass es andere Staaten

gibt, die den Abschluss des Westfälischen Friedens von 1648 feiern, nämlich die Bundesrepublik Deutschland und die Niederlande. Wobei die Bundesrepublik Deutschland eigentlich keinen grossen Anlass hätte, dies zu feiern: Die Schweiz hat sich ja damals vom Deutschen Reich losgelöst. Die Niederlande hingegen sind in einer ähnlichen Situation wie wir. Deshalb möchte ich Sie fragen: Wie beurteilen Sie die Tatsache, dass andere Staaten dieses Datum feiern und die Schweiz nicht?

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Il est important que la commémoration de 1998 soit l'occasion de montrer que la Suisse, dans ses frontières actuelles et comme héritière de l'histoire de la constitution d'un Etat moderne, est armée pour affronter les défis de l'avenir.

Dans ce sens-là, il est clair que la date de 1848 est la première date qui nous permet d'unir tous les cantons suisses dans un projet commun. C'est cela qui a, en particulier, amené le Conseil fédéral à mettre d'abord l'accent sur la date de 1848. Il est clair que 1848 a été précédé par une période douloureuse, celle de la guerre du Sonderbund. Il est clair qu'elle a été préparée tout au long du demi-siècle précédent qui, lui-même, a également connu des moments douloureux pour une partie de notre population ou pour certains cantons, ou pour des cantons divisés entre partisans et adversaires de l'Ancien régime.

Nous considérons donc que ce thème, ce passage de l'Ancien régime à un Etat moderne et ce passage d'une Suisse qui n'est pas encore la Suisse d'aujourd'hui, à celle qui rassemble toute la surface géographique, toute l'aire géographique qui est aujourd'hui la nôtre et qui est une aire pluriculturelle et une aire issue d'une volonté politique, est le message important que nous souhaitons donner.

Mais nous n'avons aucune intention de passer sous silence ou de ne pas payer la dette de reconnaissance que nous avons pour les ancêtres de 1648. Tout simplement, cet élément est moins l'élément rassembleur que nous souhaitons mettre au premier plan.

95.5017

Frage Stamm Judith
Gedenkfeier für den 8. Mai 1945

Question Stamm Judith
Commémoration du 8 mai 1945

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Der 8. Mai 1945 bedeutete auch für die kriegsverschonte Schweiz das Ende von Bedrohung und Angst. Wie gedenkt der Bundesrat am 8. Mai 1995 in würdiger Form der Ereignisse vor 50 Jahren zu gedenken?

Texte de la question du 13 mars 1995

Bien que la Suisse ait été épargnée par la guerre, le 8 mai 1945 reste une date marquante.

Sous quelle forme le Conseil fédéral entend-il célébrer, cinquante ans après, un événement qui a signifié, pour notre pays également, la fin du péril et de la peur?

Réponse écrite du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral n'entend pas organiser une manifestation spéciale pour commémorer la fin de la guerre, le 8 mai 1995. Il examine en revanche la possibilité de s'associer à une ou des manifestations prévues par divers organismes non étatiques d'envergure nationale.

En outre, le président de la Confédération envisage de consacrer une partie de son discours pour la Journée de l'Europe à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945.

95.5010

Frage Bircher Peter
Cabaret-Tänzerinnen
Question Bircher Peter
Danseuses de cabaret

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

1990 wurden pro Monat durchschnittlich 900 Bewilligungen erteilt, jetzt sind es rund 1800 pro Monat. Die Weisungen vom 13. Dezember 1993 an die Fremdenpolizei der Kantone und an die Auslandsvertretungen sind offensichtlich erfolglos. Man spricht von Ausbeutung dieser Frauen und schlichtweg von Menschenhandel. Der Kanton Basel-Stadt hat strengere Massnahmen des Bundes verlangt.

1. Was ist vorgesehen?

2. Ist z. B. eine Altersbegrenzung (ab 20. Altersjahr, wie das der Kanton Basel-Stadt fordert) oder eine drastische Reduktion dieser Bewilligungen denkbar?

Texte de la question du 13 mars 1995

En 1990, 900 autorisations en moyenne étaient attribuées chaque mois à des danseuses de cabaret; aujourd'hui, ce chiffre est passé à environ 1800. Manifestement, les directives du 13 décembre 1993, adressées aux polices cantonales des étrangers et aux ambassades et consulats, sont restées sans effet. Il est connu que ces femmes sont exploitées et font l'objet d'un trafic. Le canton de Bâle-Ville, pour sa part, a demandé à la Confédération d'imposer des prescriptions plus sévères.

1. Quelles mesures ont été prévues?

2. Serait-il, par exemple, envisageable de fixer un âge minimum (20 ans, comme le demande le canton Bâle-Ville) ou de réduire de façon draconienne le nombre des autorisations?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Bei der Beantwortung von parlamentarischen Vorstössen zu diesem Thema hat der Bundesrat bereits darauf hingewiesen, dass in den letzten Jahren verschiedene Massnahmen zum Schutz und zur Verbesserung der Arbeitsbedingungen von Cabaret-Tänzerinnen ergriffen worden sind (zuletzt am 1. März 1995 in der Antwort auf die Motion Bischof «Russische Prostituierte in der Schweiz»). So wurde ein neuer, wesentlich detaillierterer Arbeitsvertrag für obligatorisch erklärt. Die Kantone wurden angehalten, die in bezug auf Cabaret-Tänzerinnen geltenden Weisungen strikte anzuwenden und insbesondere die Einhaltung der vertraglichen Verpflichtungen zu kontrollieren. Sie wurden überdies aufgefordert, die Zahl der pro Nachtlokal bewilligten Cabaret-Tänzerinnen zu begrenzen. Im Bereich der Visumerteilung wurden ebenfalls Massnahmen ergriffen: Die Cabaret-Tänzerinnen müssen ihr Visumgesuch persönlich einreichen und dabei einen von ihnen selbst unterschriebenen Engagementsvertrag vorweisen. Die Visumpflicht ermöglicht zwar die wirksame Eindämmung des Menschenhandels zum Zwecke der Prostitution, nicht aber dessen völlige Verhinderung.

Die kantonalen Fremdenpolizeibehörden sind für Einreise und Aufenthalt von Cabaret-Artistinnen zuständig. Das Bundesamt für Ausländerfragen legt in den Weisungen zur Ausländergesetzgebung für die kantonalen Fremdenpolizeibehörden die Bedingungen für die Erteilung von Aufenthaltsbewilligungen an Cabaret-Tänzerinnen fest. Auf der Grundlage dieser Weisungen sind die Kantone veranlasst worden, Massnahmen in ihrem Zuständigkeitsbereich zu ergreifen. Einige Kantone haben die Zahl der monatlich erteilten Bewilligungen kontingentiert oder die Anzahl der pro Nachtlokal erteilten Bewilligungen begrenzt (namentlich Zürich, Graubünden, Basel-Stadt und Baselland). Diese und weitere Kantone haben zusätzliche Massnahmen beschlossen (Mindestalter, vermehrte Kontrollen in den Lokalen, Information der Cabaret-Tänzerinnen usw.). Andere Kantone wiederum haben bisher wenig oder nichts unternommen.

Die bislang ergriffenen Massnahmen genügen jedoch nicht. Der Bundesrat wird die ordentliche Revision der Verordnung vom 6. Oktober 1986 über die Begrenzung der Zahl der Ausländer, mit Inkrafttreten am 1. November 1995, zum Anlass nehmen, um sich erneut mit der für die Cabaret-Tänzerinnen geltenden Gesetzgebung zu befassen. Neben ergänzenden Massnahmen auf Verwaltungsebene müssen quantitative und qualitative Kriterien zur restriktiveren Zulassung von Cabaret-Tänzerinnen geprüft werden. Ein generelles Zulassungsverbot kommt aus heutiger Sicht dagegen kaum in Betracht, weil damit diese Ausländerinnen veranlasst werden, in die Illegalität unterzutauchen, und so jeglichen Schutz verlieren.

95.5015

Frage Zwahlen
Unnütze Abgaskontrollen

Question Zwahlen
Contrôles antipollution. Du bidon?

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Sind die von Garagisten durchgeführten Abgaskontrollen tatsächlich so unzuverlässig, wie dies die Fernsehsendung «A bon entendeur» vom 7. März 1995 behauptet hat?

Oder ist der Fehler bei den entsprechenden Vorschriften des Bundes zu suchen? Das gleiche «fehlerhafte» Auto wurde von 12 Garagisten kontrolliert und trotz zweier nicht erfüllter Entscheidungskriterien – die Lambdasonde und die Kontrollleuchte waren vom Stromkreislauf abgekoppelt – von 11 Garagisten als «den Vorschriften entsprechend» bezeichnet.

Wäre es daher nicht sinnvoll, die Abgaskontrolle mit der Fahrzeugnachprüfung zu verbinden, die alle drei Jahre stattfindet? Der Test wurde 12mal am gleichen, mit einem Katalysator ausgestatteten Auto durchgeführt. 11mal fiel er positiv aus, was dem Fahrzeughalter jeweils auf der Quittung bestätigt wurde. Muss die Sendung «A bon entendeur» allenfalls des Betrugs verdächtigt werden?

Texte de la question du 13 mars 1995

Les contrôles antipollution effectués par les garagistes sont-ils aussi peu fiables que le prétend l'émission de télévision «A bon entendeur (ABE)» du 7 mars 1995?

Sinon, le fait que la même voiture «défectueuse» contrôlée par 12 garages différents ait été déclarée 11 fois «conforme», malgré 2 défauts (lampe-témoin et sonde débranchées) éliminatoires, révèle-t-il que l'arrêté fédéral n'est lui-même pas correct?

Dès lors, ne pourrait-on pas envisager d'inclure ce contrôle antipollution dans la routine des contrôles techniques (expertise) tous les trois ans?

Si le test final effectué 12 fois sur cette même voiture, équipée d'un catalyseur, a été confirmé «positif» 11 fois par la quittance remise au propriétaire, l'émission «ABE» est-elle soupçonnable d'une supercherie?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Die Sendung «A bon entendeur» hat gezeigt, dass die Vorschriften über die Abgaswartung grundsätzlich richtig sind. Diejenige Garage, welche die Abgaswartung vorschriftsgemäss durchgeführt hatte, entdeckte die Fehler und behob sie. Die Abgaswartung besteht nicht nur aus einer Emissionsmessung, sondern auch aus der Kontrolle der abgasrelevanten Teile und deren Justierung nach den Vorschriften des Herstellers. Zudem werden, falls erforderlich, defekte Teile instand gesetzt oder ersetzt. Alsdann erfolgt die abschliessende Messung der Abgasemissionen. Die Messung ist bei Katalysatorfahrzeugen sowohl im Leerlauf als auch bei erhöhter Drehzahl durchzuführen. Damit lassen sich Fehler feststellen, die sich bei der Leerlaufmessung nicht auswirken.

Wir sind bisher davon ausgegangen, dass die Garagisten diese ihnen übertragene Aufgabe zumindest im Regelfall sorgfältig erfüllen. Sollten hier aber repräsentative Mängel festgestellt werden, so werden wir zusammen mit den für den Vollzug zuständigen kantonalen Behörden Gegenmassnahmen prüfen.

Für die Durchführung der Abgaswartung sind modellspezifische Angaben, Unterlagen und Einrichtungen notwendig. Die Abgaswartung kann dabei nicht in die von den Kantonen durchgeführte periodische Nachkontrolle integriert werden. Die Kantone können nur eine Abgasmessung durchführen, nicht aber zusätzliche Dienstleistungen erbringen.

Wer das Abgaswartungsdokument unterzeichnet, ohne die in der Verordnung vorgeschriebene Wartung und die dazugehörenden Kontrollmessungen durchzuführen, macht sich der Falschbeurkundung strafbar.

95.5021

Frage Spielmann
Edouard Balladur Opfer
schweizerischer Verwaltungsversäumnisse?

Question Spielmann
Edouard Balladur victime
de la lenteur administrative suisse?

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Edouard Balladur soll bis 1993 aus seiner Tätigkeit bei einer Gesellschaft einen Gewinn von mehreren Millionen Franken geschlagen haben. Dies hat zu einer Kontroverse geführt. In den vergangenen Wochen hat die französische Presse, vor allem die Zeitung «Le Monde», die Verantwortung für diesen Sachverhalt Versäumnissen schweizerischer Verwaltungsstellen zugewiesen. Edouard Balladur figuriert im Handelsregister noch 1995 als Präsident mit individueller Zeichnungsberechtigung für die Schweizer Zweigniederlassung der betreffenden Gesellschaft, obwohl er 1986 zurückgetreten sein soll.

1. Sind diese Informationen richtig?
2. Sind die Verantwortlichen des Amtes für das Handelsregister bei Edouard Balladur in dieser Sache vorstellig geworden?

Texte de la question du 13 mars 1995

Suite aux controverses alimentées par les activités de M. Balladur dans une société qui lui aurait permis de réaliser des gains de plusieurs millions de francs jusqu'en 1993, ces dernières semaines, la presse française, et notamment le journal «Le Monde», ont rejeté la responsabilité de cette situation sur la lenteur administrative suisse. M. Balladur figure encore en 1995 au Registre du commerce, en qualité de président avec signature individuelle, de la filiale suisse de la société en question, alors qu'il aurait démissionné depuis 1986.

1. Ces informations sont-elles exactes?
2. Les responsables du Registre du commerce ont-ils fait des démarches auprès de M. Balladur concernant cette situation?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

In der Tagesschau der Télévision suisse romande und in Presseartikeln in Frankreich sowie der Westschweiz wurde gemeldet, dass der derzeitige französische Premierminister, Edouard Balladur, als Präsident der Genfer Zweigniederlassung einer belgischen Gesellschaft im Handelsregister eingetragen ist, obschon das französische Recht eine Kumulation von öffentlichen Ämtern und Funktionen in privaten Unternehmungen untersagt.

In Wirklichkeit hat Herr Balladur im Jahre 1986, anlässlich seiner Ernennung zum Finanzminister in der Regierung Chirac, als Präsident der betreffenden Zweigniederlassung demissioniert. Die verantwortlichen Organe am Hauptsitz der belgi-

schen Gesellschaft («GSI International») waren nach schweizerischem Recht verpflichtet (Art. 934 und 937 OR sowie Art. 72 Abs. 1 Bst. c aHRegV), die Löschung von Herrn Balladur beim kantonalen Handelsregisteramt in Genf anzumelden. Dies haben sie gemäss eigenen Angaben jedoch unterlassen.

Eintragungen, Veränderungen und Löschungen im Handelsregister werden grundsätzlich nur auf Anmeldung vorgenommen (Art. 934 und 937 OR). Weil dem Handelsregisteramt des Kantons Genf die zur Löschung erforderlichen Belege trotz wiederholten Aufforderungen nicht zugestellt wurden, unterblieb die Löschung. Von Versäumnissen der schweizerischen Verwaltung kann daher nicht die Rede sein.

Die Organisation des Handelsregisters ist den Kantonen überlassen (Art. 927 OR). Für weitere Einzelheiten zu diesem Vorfall müssen wir Sie daher an die zuständigen kantonalen Behörden in Genf verweisen.

95.5025

Frage Borer Roland
Rechtsstreit zwischen BFF und Kantonen

Question Borer Roland
Différend entre l'ODR et les cantons

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Gemäss einem Bericht der SDA vom 17. Februar 1994 wurde ein Rechtsstreit zwischen dem Bund und dem Kanton Freiburg, der die Entschädigung des Kantons für Aufwendungen im Flüchtlingsbereich betraf, gütlich geregelt.

Die vom BFF im Zusammenhang mit der Betreuung von Flüchtlingen zuerst gestellte Rückforderung über 9,6 Millionen Franken wurde gemäss Pressebericht auf 1,8 Millionen Franken reduziert und der Rechtsstreit damit einvernehmlich gelöst.

Ich bitte in diesem Zusammenhang um die Beantwortung folgender Fragen:

Wie werden solche Differenzen bezüglich Entschädigung in der Regel gelöst, wer ist beim Bund dafür zuständig, in wie vielen Fällen mussten solche Differenzbereinungsverfahren zwischen Bund und Kantonen bisher vorgenommen werden, und wie oft wurden derartige Vergleiche durch die Eidgenössische Finanzkontrolle auf ihre Richtigkeit überprüft?

Texte de la question du 13 mars 1995

Le 17 février 1994, l'ATS annonçait qu'un différend entre la Confédération et le canton de Fribourg, portant sur l'indemnisation dudit canton au titre des dépenses liées à l'asile, avait été réglé à l'amiable.

La somme exigée en remboursement par l'ODR au titre de l'assistance aux réfugiés, tout d'abord fixée à 9,6 millions de francs, avait été ramenée à 1,8 million de francs, selon un communiqué de presse; le différend avait ainsi été résolu d'un commun accord.

A ce propos, je pose les questions suivantes au Conseil fédéral:

Comment de tels différends sont-ils généralement réglés? Quel est l'organe responsable au niveau fédéral? Dans combien de cas a-t-on eu recours à de telles procédures pour régler des différends opposant la Confédération aux cantons? A combien de reprises le Contrôle fédéral des finances a-t-il vérifié la conformité de ces règlements à l'amiable?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Im Jahre 1992 hat das Bundesamt für Flüchtlinge die vom Kanton Freiburg dem Bund in Rechnung gestellten Aufwendungen der Asylbewerberfürsorge der Jahre 1990 und 1991 geprüft. Im Rahmen dieser Rechnungsrevision wurden abgerechnete Aufwendungen von 9,6 Millionen Franken beanstan-

det, weil im Zeitpunkt der Prüfung die notwendigen Unterlagen nicht vollumfänglich vorlagen. In Anwendung des Subventionsgesetzes hat hierauf das Bundesamt den Kanton aufgefordert, seiner Auskunftspflicht nachzukommen.

Nachdem der Kanton dieser Forderung nachgekommen ist, anerkannte er in der Folge Rückforderungen von 1,8 Millionen Franken für die Revisionsperiode und weiter 1,1 Millionen Franken für die Folgejahre. Im Rahmen von solchen Vergleichsverhandlungen wird den Grundsätzen der Rechtmässigkeit, des Vertrauensschutzes und der Gleichbehandlung der Kantone Rechnung getragen.

Die Finanzaufsicht im Asylbereich obliegt dem Bundesamt und erfolgt in enger Koordination mit der Eidgenössischen Finanzkontrolle im Sinne der Vorgaben der Finanzdelegation der eidgenössischen Räte, welche im Rahmen ihres Tätigkeitsberichtes den Ausgaben im Asylbereich besondere Bedeutung beimisst. Im Jahre 1994 wurden acht Vergleiche mit Kantonen vorgenommen, die alle von der Eidgenössischen Finanzkontrolle genehmigt wurden. Die zur Diskussion stehenden Rechnungsprüfungen bezogen sich auf die Jahre 1990 bis 1993, als der Zustrom von Asylsuchenden ausserordentlich hoch war und die Behörden von Bund, Kantonen und Gemeinden auch im administrativen Bereich vor grosse Schwierigkeiten gestellt wurden.

95.5026

Frage Borer Roland
Finanziell selbsttragende
Asylbewerberkategorien

Question Borer Roland
Demandeurs d'asile.
Autonomie financière

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

In der vom BFF veröffentlichten Asylstatistik 1994 (Ausgabe Januar 1995), Tabelle 2, sind unter anderem folgende Bestände an Asylbewerbern aufgeführt:

- vorläufig Aufgenommene: 24 936;
- Regelung/Vollzug hängig oder blockiert: 15 695;
- zweitinstanzlich hängige Gesuche: 10 066;
- erstinstanzlich hängige Gesuche: 19 532.

Wie viele Fälle der vier vorgenannten Personenkategorien sind finanziell selbsttragend (Stichdatum: 31. Dezember 1994), d. h., wie viele der Asylbewerber kommen für die durch sie verursachten Kosten selber auf?

Texte de la question du 13 mars 1995

Le tableau 2 de la statistique sur l'asile pour l'année 1994, publiée par l'ODR en janvier 1995, contient notamment les chiffres suivants:

- admissions provisoires: 24 936;
- traitement/exécution en suspens ou bloqué: 15 695;
- cas en suspens en deuxième instance: 10 066;
- cas en suspens en première instance: 19 532.

Dans ces quatre catégories, quel est le nombre des demandeurs d'asile qui étaient autonomes sur le plan financier à la date du 31 décembre 1994, donc en mesure de payer eux-mêmes tous les frais qu'ils occasionnent?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Die schlechte Wirtschaftslage und die konsequente Anwendung des drei- bzw. sechsmonatigen Arbeitsverbotes für Asylbewerber hat dazu geführt, dass der Anteil der erwerbstätigen Asylbewerber von früher etwa 70 Prozent auf ungefähr 35 Prozent gesunken ist. Bei den vorläufig aufgenommenen Personen liegt der Anteil der Erwerbstätigen noch tiefer, nämlich bei lediglich rund 20 Prozent. Die Frage der besseren Integration dieser Personenkategorien in den Arbeitsmarkt wird zurzeit

von der Interdepartementalen Arbeitsgruppe für Wanderungsfragen (IAW) eingehend geprüft.

In diesem Zusammenhang ist zu erwähnen, dass die Sicherheitsleistungs- und Rückerstattungspflicht für diese Personenkategorien mit dem dringlichen Bundesbeschluss vom 16. Dezember 1994 über Sparmassnahmen im Asyl- und Ausländerbereich ausgedehnt worden sind.

95.5027

Frage Borer Roland
Zahnmedizinische Leistungen
zugunsten von Asylbewerbern

Question Borer Roland
Demandeurs d'asile.
Prestations pour soins dentaires

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Wie ich von zahnärztlicher Seite informiert wurde, werden auf der Basis der Asylverordnung 2, Artikel 10a Absatz 3, häufig zahnmedizinische Leistungen zugunsten von Asylbewerbern vorgenommen. Im weiteren wurde mir von gleicher Seite mitgeteilt, dass bei Fallkosten unter 2000 Franken keine vorgängigen Kostengutsprache gesuche eingereicht werden, da solche vom BFF nicht zwingend vorgeschrieben seien und die Kantone kein Interesse an zusätzlichem Administrativaufwand haben.

Ich bitte in diesem Zusammenhang um die Beantwortung der folgenden Frage:

In wie vielen Fällen wurden durch das BFF vom 1. Januar 1994 bis zum 31. Dezember 1994 zahnmedizinische Leistungen vergütet, wie oft fanden dabei mehrere Behandlungen an einer Person statt, und um welchen Gesamtbetrag handelt es sich dabei?

Texte de la question du 13 mars 1995

J'ai appris par des dentistes qu'il arrive souvent que des prestations pour soins dentaires en faveur de demandeurs d'asile soient versées en vertu de l'article 10a alinéa 3 de l'ordonnance 2 sur l'asile. J'ai aussi appris par ces mêmes sources que les demandeurs d'asile ne sont nullement tenus de demander au préalable une garantie de remboursement lorsque le traitement dentaire revient à moins de 2000 francs, étant donné que l'ODR n'a rien prévu de tel et que les cantons n'ont aucun intérêt à s'acquitter de travaux administratifs supplémentaires.

A cet égard, je prie le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

Dans combien de cas l'ODR a-t-il versé des prestations pour soins dentaires entre le 1er janvier 1994 et le 31 décembre 1994? Combien de personnes ont-elles bénéficié de plus d'un traitement? Combien tout cela a-t-il coûté?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Für Asylsuchende sind die Kantone fürsorgezuständig. Der Bund vergütet den Kantonen die Kosten. Im Gesundheitsbereich hat der Bundesrat bei Behandlungskosten ab 2000 Franken ein Kostengutspracheverfahren eingeführt. Weiter hat mein Departement von seiner Regelungskompetenz Gebrauch gemacht und Vollzugsweisungen über die Art und Weise der Behandlung erlassen und publiziert. Danach können zahnärztliche Behandlungen höchstens zum Minimalansatz erfolgen.

Die Kostenerstattungspflicht des Bundes erfolgt nach den Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Zuständigkeit für die Unterstützung Bedürftiger. Nach Artikel 32 dieses Gesetzes stellen die Kantone die Fürsorgekosten quartalsweise und

gesamthaft in Rechnung. In diesem Sinne erfolgt keine Datenerhebung, welche zu den gestellten Fragen Auskunft gibt. Eine solche wäre aus verwaltungsökonomischen Gründen im Verkehr zwischen Bund und Kantonen nicht vertretbar.

95.5040

Frage Brügger Cyrill
Spurloses Verschwinden
von minderjährigen Asylsuchenden

Question Brügger Cyrill
Disparition
de demandeurs d'asile mineurs

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Anfang März 1995 wurde bekannt, dass minderjährige, in der Schweiz um Asyl nachsuchende Kinder spurlos verschwunden sind. Offensichtlich sind diese Ereignisse auf mangelnde Betreuung verwaister Asylsuchender zurückzuführen. Im Betreuungsdienst eingesetzte Rot-Kreuz-Vertreterinnen und -Vertreter erklären, diese Ereignisse seien die Früchte der restriktiven Personalpolitik des BAF.

1. Wie viele minderjährige Asylsuchende gelten zurzeit in der Schweiz als verschollen?
2. Ist der Bundesrat bereit, volle Aufklärung dieser unverzeihlichen Geschehnisse zu veranlassen, und was gedenkt er zu tun, um einen menschenwürdigen Vollzug des Asylverfahrens zu gewährleisten?

Texte de la question du 13 mars 1995

Au début de mars 1995, on a appris que des enfants qui avaient demandé l'asile en Suisse avaient disparu. Manifestement, ces disparitions sont dues à un suivi insuffisant des requérants mineurs non accompagnés. Les responsables de la Croix-Rouge qui assurent leur prise en charge ont indiqué que cette insuffisance était imputable à la compression des effectifs à l'Office fédéral des réfugiés.

1. Combien de mineurs disparus a-t-on dénombré à ce jour en Suisse?
2. Le Conseil fédéral est-il prêt à faire toute la lumière sur un phénomène que je considère comme inacceptable et quelles mesures envisage-t-il de prendre pour garantir une application de la procédure d'asile qui respecte la dignité humaine?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Die Fürsorge und die Betreuung von Asylsuchenden ist nach der verfassungsmässigen Aufgabenteilung Sache der Kantone.

An die Kosten des Betreuungspersonals richtet der Bund im Jahre 1995 Pauschalbeiträge in der Höhe von rund 100 Millionen Franken aus. Diese Pauschalbeiträge tragen der bestehenden Vielfalt von kantonalen Unterbringungsformen und Betreuungsmodellen Rechnung und gewährleisten den Vollzugsbehörden die notwendigen Handlungsspielräume. Nach dem massgeblichen Verteilschlüssel betragen die Bundesbeiträge für den Kanton Freiburg rund 3 Millionen Franken. Damit kann unter anderem die notwendige Betreuung für jugendliche Asylgesuchsteller mit dem Ziel, insbesondere die negativen Folgen der Beschäftigungslosigkeit zu verhindern, sichergestellt werden.

Überdies unterstützt der Bund die Kantone mittels Empfehlungen für den Umgang mit unbegleiteten Minderjährigen und trifft entsprechende Ausbildungsmaßnahmen. Die Asylgesuche von unbegleiteten Minderjährigen werden grundsätzlich prioritär behandelt, damit die Kantone so rasch wie möglich über Erziehungs- und Berufsausbildungsmaßnahmen entscheiden können. Damit sind seitens des Bundes die Massnahmen für ein korrektes und menschenwürdiges Verfahren für minderjährige Asylsuchende getroffen worden.

95.5001

Frage Vetterli
Beschaffungskosten Kampfflugzeug F/A-18
und Wechselkursänderungen

Question Vetterli
Coûts d'acquisition des avions de combat F/A-18
et fluctuation des cours

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

In der Botschaft vom 18. Dezember 1991 schreibt der Bundesrat, dass der Verpflichtungskredit von 3495 Millionen Franken auf einem kalkulatorischen Wechselkurs von Fr. 1.50 pro US-Dollar berechnet wurde.

Auf Seite 93 der Botschaft steht, dass eine Wechselkursveränderung von z. B. 10 Rappen pro US-Dollar Mehr- bzw. Minderkosten von rund 200 Millionen Franken zur Folge hätte.

Der Dollar ist seit Jahren schwach – gegenwärtig steht der Dollar sogar unter Fr. 1.20.

1. Hat die Schweiz diese günstigen Wechselkurse ausgenutzt?
2. Wie wirkt sich diese Wechselkursveränderung in der Zwischenabrechnung aus?
3. Um wieviel billiger dürften die 34 F/A-18 in der Schlussabrechnung zu stehen kommen als ursprünglich kalkuliert wurde?

Texte de la question du 13 mars 1995

Dans son message du 18 décembre 1991, le Conseil fédéral écrit que le crédit d'engagement de 3495 millions de francs a été calculé sur la base d'un dollar à 1.50 franc.

A la page 93 du message, on peut lire qu'une fluctuation du cours du dollar de 10 centimes, par exemple, aurait pour conséquence un surcoût ou une économie de près de 200 millions de francs.

Le dollar est faible depuis des années et vaut même moins de 1.20 franc à l'heure actuelle.

1. La Suisse a-t-elle tiré profit des cours favorables?
2. Quelle est l'incidence de la fluctuation des cours sur le bilan intermédiaire?
3. Quelle économie sur le coût définitif des 34 F/A-18 peut-on espérer par rapport aux estimations initiales?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Bei der Vorbereitung der Botschaft über die Beschaffung des F/A-18 hat sich der Bundesrat auch mit der Frage des Wechselkursrisikos auseinandergesetzt. Die Botschaft ging von einem Kalkulationskurs von unter Fr. 1.50 pro US-Dollar aus und hielt dazu folgendes fest:

«Als grösstes der finanziellen Risiken wird ein über längere Zeit erheblich über dem hier kalkulierten Wert liegender Dollarkurs erachtet. Sollten sich die Annahmen betreffend Wechselkurs, Teuerung und Produktionsrate während der Abwicklung des Geschäftes als unzutreffend erweisen und daraus resultierende Mehrkosten nicht im Rahmen des eingestellten Risikobetragtes aufgefangen werden können, so müssten zu gegebener Zeit entsprechende Zusatzkreditbegehren eingereicht werden.»

Da Devisenspezialisten damals allgemein mit einem bevorstehenden Kursanstieg des Dollars rechneten, wurde der Wechselkurs auf einem Niveau von Fr. 1.50 gesichert. Dank dieser Massnahme konnte das Risiko von Zusatzkrediten ausgeschlossen und zugleich Vorsorge getroffen werden, dass die eingestellte Risikoreserve von 160 Millionen Franken sicher nicht zu diesem Zweck eingesetzt werden muss.

95.5029

Frage Bühler Gerold
Finanzen der Arbeitslosenversicherung.
Information

Question Bühler Gerold
Finances de l'assurance-chômage.
Information

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Dem Abschluss der Staatsrechnung 1994 konnte entnommen werden, dass die Leistungen des Bundes zugunsten der Arbeitslosenversicherung um 750 Millionen Franken unter dem Budget lagen. Aufgrund der monatlichen Angaben zur Arbeitslosenstatistik müsste es möglich sein, die finanzielle Belastung laufend mit den budgetierten Werten zu vergleichen. Es erstaunt daher, dass im Zusammenhang mit der Beratung über den dringlichen Bundesbeschluss über die Arbeitslosenversicherung vom vergangenen Dezember, insbesondere betreffend die Erhöhung des Beitragssatzes von 2 auf 3 Prozent, seitens des Bundesrates keine Hinweise auf diese erhebliche Verbesserung bei der Arbeitslosenversicherung gemacht wurden.

1. Weshalb wurden dem Parlament diese Informationen vorenthalten?
2. Handelt es sich hier allenfalls um eine interne Informationspanne?

Texte de la question du 13 mars 1995

La clôture du compte d'Etat 1994 a révélé que les prestations de la Confédération en faveur de l'assurance-chômage étaient de 750 millions de francs inférieures au budget. Or, en vertu des indications mensuelles concernant la statistique sur le chômage, il devrait être possible de comparer régulièrement les charges financières et les valeurs inscrites au budget. Il est donc étonnant que, lors des délibérations de décembre dernier sur l'arrêté fédéral urgent concernant l'assurance-chômage, notamment s'agissant de l'augmentation du taux de cotisation de 2 à 3 pour cent, le Conseil fédéral n'ait pas mentionné cette nette amélioration touchant l'assurance-chômage.

1. Pourquoi le Parlement n'en a-t-il pas été informé?
2. S'agit-il, le cas échéant, d'une défaillance interne?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

1. Das Eidgenössische Finanzdepartement hat im Juli, November und Dezember mit Pressemitteilungen über die Ausgaben- und Einnahmenentwicklung im Bundeshaushalt informiert. Bereits im Sommer wurde angesichts der sinkenden Arbeitslosenzahlen darauf hingewiesen, dass die Kredite nicht voll ausgeschöpft werden müssen.
2. Bei der Ausarbeitung der Budgetvorlage 1995 und des dringlichen Bundesbeschlusses wurde der rückläufigen Entwicklung der Arbeitslosigkeit weitgehend Rechnung getragen. Den budgetierten Leistungen des Bundes an die Arbeitslosenversicherung (ALV) wurde eine Arbeitslosenquote von 4,5 Prozent oder von 163 000 Arbeitslosen zugrunde gelegt. Die günstigere Entwicklung der Arbeitslosigkeit war somit bekannt.
3. Angesichts der im ersten Budgetentwurf 1995 ausgewiesenen hohen Defizite von 7,4 Milliarden Franken beantragte der Bundesrat, die Satzerhöhung mittels Dringlichkeitsrecht auf Anfang Januar vorzuziehen. Damit konnte eine Entlastung des Bundeshaushaltes von über 400 Millionen Franken realisiert werden.
4. Der bessere Abschluss der ALV-Rechnung 1994 ändert nichts an der Notwendigkeit der Erhöhung des Beitragssatzes. Ein Lohnprozent ergibt jährliche Mehreinnahmen von rund 1,8 Milliarden Franken. Alleine für die Rückzahlung der bereits bestehenden Darlehen von 6,4 Milliarden Franken muss das zusätzliche Lohnprozent für etwa vier Jahre erhoben

werden. Für die Begründung der Mehreinnahmen im dringlichen Bundesbeschluss spielte das mutmassliche Ergebnis von 1994 – obwohl in groben Zügen bekannt und publiziert – ohnehin keine Rolle.

95.5035

Frage Suter
MWSt. Branchenweisung
für karitative Organisationen

Question Suter
TVA. Directives
pour les organisations caritatives

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Dem Vernehmen nach liegt der Entwurf der Branchenweisung der Mehrwertsteuer für karitative Organisationen seit Sommer 1994 vor:

1. Warum wird die dringend nötige Branchenweisung für karitative Organisationen nicht endlich erlassen, obschon alle anderen Branchenweisungen inzwischen ergangen sind?
2. Weshalb lehnt das Eidgenössische Finanzdepartement die Pauschalbesteuerung für karitative Organisationen, namentlich für die weitestgehend von der IV subventionierten geschützten Werkstätten und andere Werke der Behindertenhilfe, trotz entgegenstehender Auffassung des Bundesamtes für Sozialversicherungen (BSV) ab?
3. Weshalb lehnt die Eidgenössische Steuerverwaltung die Zusammenarbeit mit dem BSV ab, obschon die Verweigerung der Pauschalbesteuerung erhebliche Mehrkosten zu Lasten der ohnehin schwer defizitären IV-Rechnung infolge des dadurch provozierten Personalmehraufwandes zur Folge hätte?

Texte de la question du 13 mars 1995

A ce que l'on dit, le projet de directives sur la TVA à l'intention des organisations caritatives serait prêt depuis l'été 1994.

1. Pourquoi ces directives pourtant très nécessaires ne sont-elles pas enfin publiées, alors que les directives correspondantes pour les autres branches l'ont toutes déjà été?
2. Pourquoi le Département fédéral des finances refuse-t-il d'accorder l'imposition forfaitaire aux organisations caritatives, en particulier aux ateliers protégés et aux autres oeuvres d'aide aux invalides qui sont subventionnées dans une large mesure par l'AI, et ce en dépit de l'avis contraire de l'Office fédéral des assurances sociales?
3. Pourquoi l'Administration fédérale des contributions n'accepte-t-elle pas de collaborer avec l'Office fédéral des assurances sociales bien que le refus d'octroyer la taxation forfaitaire entraîne des frais considérables qui risquent de grever le budget déjà gravement déficitaire de l'AI en raison des charges supplémentaires que ce refus provoquerait sur le plan du personnel?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Entgegen der Annahme des Fragestellers konnten Entwürfe der Mehrwertsteuer-Broschüren für einzelne Branchen im Sommer 1994 noch gar nicht vorliegen. Zunächst hatte nämlich der Bundesrat die Mehrwertsteuer-Verordnung zu erlassen, was er am 22. Juni 1994 getan hat. Im September 1994 erschien daraufhin die «Wegleitung für Mehrwertsteuerpflichtige». Branchenbroschüren konnten erst nach Vorliegen der genannten Grundlagen erarbeitet werden. Diese Broschüren sind eine zusätzliche Dienstleistung der Verwaltung, um den Pflichten die Umstellung auf das neue Steuersystem zu erleichtern.

Es trifft nun zu, dass die Branchenbroschüre für karitative Organisationen bisher noch nicht abgegeben werden konnte. Das ist nicht zuletzt auch auf parlamentarische Interventionen und die damit verbundenen zusätzlichen Abklärungen zurück-

zuführen. Zu erwähnen sind in diesem Zusammenhang insbesondere die Vorstösse von Frau Lepori Bonetti und von Herrn Scherrer Werner. Auch die Direktbetroffenen stellten in der Folge neue Fragen und Begehren, was naturgemäss zu Verzögerungen führen musste. Andererseits liegt es im Interesse von Wirtschaft und Verwaltung, über möglichst umfassende Broschüren zu verfügen.

Die Abrechnung nach Saldosteuersätzen kann grundsätzlich nur für Steuerpflichtige mit Umsätzen bis zu 500 000 Franken pro Jahr zugelassen werden. Bei höheren Umsätzen besteht die Gefahr, dass die pauschal ermittelte Steuer zu stark von der tatsächlich geschuldeten abweicht. Abgesehen davon ist Steuerpflichtigen mit Umsätzen über jener Grenze die genaue Abrechnung auch ohne weiteres zuzumuten.

Die Eidgenössische Steuerverwaltung (ESTV) ist unbestrittenmassen die für die Erhebung und Durchführung der Mehrwertsteuer allein zuständige Verwaltungsbehörde. Das schliesst es aber nicht aus, dass sie mit allen interessierten Stellen seit jeher einen engen Kontakt pflegt. So bestanden gerade zum Bundesamt für Sozialversicherung im Zusammenhang mit der Frage der Heilbehandlungen sehr rege Kontakte. Demgegenüber wurde die Frage der Pauschalbesteuerung karitativer Organisationen von seiten des BSV gar nicht aufgeworfen. Für die ESTV bestand deshalb auch kein Anlass, mit dem BSV in dieser Frage Verbindung aufzunehmen.

95.5036

Frage Tschopp
Nationalbank.
Pool starker Währungen

Question Tschopp
Banque nationale.
Constitution d'un pool des devises fortes

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

Was hält der Bundesrat von folgender Idee:

Die Schweizerische Nationalbank (SNB) bildet zusammen mit den Zentralbanken, die über eine starke Währung verfügen oder, wie der französische Franc, ungerechtfertigterweise durch die internationale Spekulation unter Druck geraten, einen Währungspool. In diesem könnten die DM, der Yen, der Schweizerfranken und andere Währungen, die in letzter Zeit auf spektakuläre Weise aufgewertet worden sind, zusammengefasst werden.

Um die Nachfrage der internationalen Spekulation zu befriedigen, ohne dadurch einer Inflation Vorsub zu leisten, könnte ein solcher Pool Banknoten als Ersatz für die nationalen Währungen ausgeben. Damit könnten weitere übertriebene Aufwertungen, wie sie in den letzten Wochen festgestellt wurden, verhindert werden.

Zusatzfrage unter Berücksichtigung der zweifellos negativen und ausweichenden Antwort aus der Feder der Zentralbank:

Ist der Bundesrat nicht der Ansicht, dass eine derartige positive Initiative, die auch eine Hilfe für Frankreich wäre, dessen Währung dem ungerechtfertigten Druck der internationalen Spekulation ausgesetzt ist, stark zur Entflechtung der sogenannten bilateralen Verhandlungen mit der Europäischen Union beitragen könnte, und zwar – dank der üblichen Sicherheiten, unter denen derartige Aktionen zur Stützung der Wechselkurse üblicherweise durchgeführt werden – ohne die bekannten wirtschaftlichen Auswirkungen?

Texte de la question du 13 mars 1995

La Banque nationale suisse (BNS) constitue, avec ses consoeurs émettant des monnaies fortes ou injustement visées par la spéculation internationale, comme le franc français, un pool de devises. Ce dernier pourrait comprendre le DM, le yen, le franc suisse et d'autres monnaies qui se sont spectaculairement réévaluées ces derniers temps.

Pour satisfaire la demande spéculative internationale sans créer le germe d'une inflation future, ce pool de monnaies fortes pourrait émettre des «notes» en tant que substituts des monnaies nationales. On éviterait ainsi de nouveaux effets de réévaluation excessifs du type de ceux que l'on a enregistrés la semaine dernière.

Question subsidiaire, compte tenu de la réponse négative et évasive qui sera certainement rédigée par les soins de la Banque centrale:

Le Conseil fédéral ne pense-t-il pas qu'une telle initiative positive qui inclut un coup de main à la France, dont la devise est injustement ciblée par la spéculation internationale, serait de nature à concourir puissamment au déblocage des négociations dites «bilatérales» avec l'Union européenne, et ceci sans incidence économique notoire grâce aux sécurités habituelles dont sont entourées de telles opérations de soutien de change.

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Der Bundesrat möchte daran erinnern, dass sich bereits heute verschiedene internationale Gremien – BIZ, G-10, IWF – mit den Problemen der Devisenspekulation befassen und teilweise über Mittel zu Interventionen auf den Märkten verfügen. Interventionen auf den Devisenmärkten haben höchstens kurzfristige Effekte. Länder, deren Währungen längere Zeit unter Druck geraten, weisen im allgemeinen strukturelle Schwächen wie beispielsweise eine hohe Staatsverschuldung oder dauernde Ertragsbilanzdefizite auf. Es ist Sache der Schwachwährungsländer, die nötigen Anpassungen vorzunehmen, um diese Ungleichgewichte zu korrigieren.

Der Vorschlag eines Devisenpools ist nicht realisierbar: Weder eine einzelne Zentralbank noch ein Devisenpool kann Noten in Zirkulation bringen, die allein von Spekulanten gehalten werden. Marktteilnehmer würden auch weiterhin mit den nationalen Währungen spekulieren – zusätzlich zu den neugeschaffenen Noten.

Man sieht schon bei der Währungsunion, wie schwierig es ist, eine gemeinsame Währung zu haben und zu steuern. Die Realisation eines Devisenpools parallel zu den bestehenden Strukturen im Rahmen der WWU wäre weder sinnvoll noch möglich und würde auch kaum die bilateralen Verhandlungen mit der EU positiv beeinflussen.

95.5039

Frage Dettling
Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer.
Besteuerung der Kapitalversicherungen

Question Dettling
Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct.
Imposition des assurances de capitaux

Wortlaut der Frage vom 13. März 1995

In der nach langem Seilziehen am 7. Oktober 1994 von den Räten verabschiedeten Revision des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer (DBG) wurde bestimmt, dass eine Kapitalversicherung dann von der Besteuerung auszunehmen ist, wenn «die Auszahlung der Versicherungsleistung ab dem vollendeten 60. Altersjahr des Versicherten aufgrund eines mindestens fünfjährigen Vertragsverhältnisses» erfolgt. Dem Vernehmen nach soll nun durch die Eidgenössische Steuerverwaltung eine Einschränkung dieser Gesetzesbestimmung in der Weise vorgenommen werden, dass die Steuerbefreiung zu Vorsorgezwecken nur für solche Kapitalversicherungen gewährt wird, die vor der Erreichung des 60. Altersjahres abgeschlossen worden sind.

1. Trifft es zu, dass eine solche Einschränkung geplant ist? Wenn ja, welche Gründe sind hierfür massgebend?

2. Was sagen die Kantone dazu?

3. Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass für die geplante Einschränkung der Eidgenössischen Steuerverwaltung keinerlei Rechtsgrundlagen bestehen und dass deshalb eine solche zu unterbleiben hat?

Texte de la question du 13 mars 1995

Après de nombreuses péripéties, les Chambres fédérales ont fini par adopter, le 7 octobre dernier, une modification de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, laquelle dispose donc qu'«une assurance de capitaux ne sera pas imposée si le paiement de la prestation d'assurance s'est fait après le moment où l'assuré a eu 60 ans et que le rapport contractuel ait duré au moins cinq ans». Or, on entend dire que l'Administration fédérale des contributions va restreindre la portée de ladite disposition en exonérant de l'impôt uniquement les assurances de capitaux servant à la prévoyance qui ont été conclues par une personne avant qu'elle n'ait eu 60 ans.

1. Est-il vrai qu'elle prévoit d'opérer cette restriction? Si oui, pour quelles raisons?
2. Qu'en pensent les cantons?
3. Le Conseil fédéral n'estime-t-il pas lui aussi que ce projet ne repose sur aucune base légale et que l'Administration fédérale des contributions devrait donc l'abandonner?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Es trifft zu, dass eine einschränkende Auslegung der genannten Bestimmung von Artikel 20 Absatz 1 Buchstabe a DBG geplant ist. Entgegen der Auffassung des Fragestellers besteht dafür durchaus eine Rechtsgrundlage. Steuerlich begünstigte Selbstvorsorge für das Alter im Sinne von Artikel 34quater Absätze 1 und 6 der Bundesverfassung kann nämlich nicht unbegrenzt zulässig sein, sondern muss auf eine eigentliche Aufbauphase beschränkt werden. Nach Erreichen des ordentlichen Pensionierungsalters ist diese Aufbauphase abgeschlossen. Dieser verfassungsrechtlichen Vorgabe trägt eine Auslegung Rechnung, nach der eine entsprechende Einlage spätestens einen Tag vor Vollendung des 60. Lebensjahres getätigt sein muss. Mit einer Laufzeit des Versicherungsvertrages von mindestens fünf Jahren – die selbstverständlich auch länger sein kann – ab diesem Zeitpunkt wird dem Bedürfnis nach Altersvorsorge Genüge getan. Eine andere Auslegung würde nicht der Altersvorsorge, sondern ausschliesslich dem Zwecke der steuerfreien Anlage grosser Geldbeträge dienen. Diese Auslegung ist übrigens mit den Kantonen sehr wohl abgesprochen worden.

94.401

**Parlamentarische Initiative
(Zisyadis)
Stimmpflicht
Initiative parlementaire
(Zisyadis)
Vote obligatoire**

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

Wortlaut der Initiative vom 1. März 1994

Gestützt auf das Geschäftsverkehrsgesetz reiche ich die folgende parlamentarische Initiative in der Form einer allgemeinen Anregung ein:

Die Bundesverfassung ist in dem Sinn zu ändern, dass für Schweizer Bürger und Bürgerinnen die Teilnahme an Wahlen und Abstimmungen auf allen politischen Ebenen ab dem 18. Altersjahr bis zum 65. Altersjahr obligatorisch erklärt wird. Die übrige Gesetzgebung wird so geändert, dass auch leer eingelegte Stimmzettel bei der Ermittlung des Abstimmungsergebnisses berücksichtigt werden.

Texte de l'initiative du 1er mars 1994

Conformément à la loi sur les rapports entre les Conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante, conçue en termes généraux:

La Constitution fédérale est modifiée, afin de rendre obligatoire le vote des Suisses et des Suissesses âgés de 18 ans révolus, en matière d'élections et de votations, à tous les niveaux de la politique. Le vote est obligatoire jusqu'à l'âge de 65 ans. La législation est, par ailleurs, modifiée pour comptabiliser le vote blanc.

Heberlein Trix (R, ZH) unterbreitet im Namen der Staatspolitischen Kommission (SPK) den folgenden schriftlichen Bericht:

Wir unterbreiten Ihnen gemäss Artikel 21ter des Geschäftsverkehrsgesetzes den Bericht der vorprüfenden Kommission über die von Herrn Zisyadis am 1. März 1994 eingereichte parlamentarische Initiative. Die Initiative fordert die Ausarbeitung einer Verfassungsbestimmung, wonach die Teilnahme an Wahlen und Abstimmungen auf allen politischen Ebenen obligatorisch erklärt wird.

Die Kommission hat am 21. Oktober 1994 den Initianten angehört.

Begründung des Initianten

Die zunehmende Wahlmüdigkeit ist eine Gefahr für die Demokratie, denn dabei entscheidet effektiv regelmässig eine Minderheit über die Vertretung des Volkes in den Parlamenten.

Die zunehmende Wahlmüdigkeit verstärkt die Kluft zwischen den Gewählten und den Bürgern, denn die Legitimation der Gewählten als Volksvertreter beruht nicht mehr auf einer angemessenen Grundlage. Die zunehmende Wahlmüdigkeit trägt mit zur institutionellen Krise unserer direkten Demokratie bei.

Die Verankerung der Stimmpflicht in der Verfassung muss als Übergangsmassnahme angesichts alarmierend niedriger Stimmbeteiligungen auf allen Ebenen des Staatswesens (einschliesslich des Bundes) konzipiert werden.

Dabei sollte sie allerdings so ausgestaltet werden, dass sie auch tatsächlich eine Unterstützungsmassnahme für die Demokratisierung unseres Landes darstellt:

a. Leer eingelegte Stimmzettel müssen bei den Abstimmungsergebnissen mit berücksichtigt werden, damit diese Art der Entscheidung der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger nicht mehr verfälscht wird.

b. Die Stimmpflicht muss auf bestimmte Altersstufen eingeschränkt werden.

Die Stimmpflicht würde im übrigen eine Harmonisierung mit anderen Ländern Europas bedeuten, welche diese ebenfalls kennen und Stimmbeteiligung mit einer symbolischen Busse bestrafen.

Erwägungen der Kommission

Die Frage der Einführung einer Stimmpflicht wurde auf eidgenössischer Ebene letztmals in den siebziger Jahren diskutiert. Eine vom Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement eingesetzte «Arbeitsgruppe Stimm- und Wahlabstinenz» prüfte verschiedene Massnahmen zur Erhöhung der Stimm- und Wahlbeteiligung und nahm in ihrem Schlussbericht vom 18. Dezember 1978 unter anderem auch zu der Einführung einer Stimmpflicht Stellung. Danach wird das Stimm- und Wahlrecht als unveräusserliches Persönlichkeitsrecht verstanden, auf dessen Ausübung aber auch verzichtet werden kann. In der Praxis würde die Einführung der Stimmpflicht in erster Linie zu einem Anstieg der leeren Stimmzettel führen, da eine Stimmpflicht ja nicht auch zugleich eine Urteilspflicht bedeutet. Zudem würde die Durchsetzung der Stimmpflicht zu einem erheblichen administrativen Aufwand führen (Erhebung der Delinquenten, Inkasso der Bussen). Es würden nur Symptome und nicht die Ursachen der als mangelhaft empfundenen Stimm- und Wahlbeteiligung bekämpft.

Die Kommission war einhellig der Auffassung, dass kein Anlass zur Wiederaufnahme dieser Diskussion besteht. Dem Stimm- und Wahlrecht entspricht auch das freie Recht jeder Bürgerin und jedes Bürgers, aus welchen Gründen auch immer auf die Ausübung des Stimm- und Wahlrechtes zu ver-

Fragestunde

Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1995
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	13.03.1995 - 14:30
Date	
Data	
Seite	515-537
Page	
Pagina	
Ref. No	20 025 390

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.